

# JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

PARAISANT LE 1<sup>er</sup> ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOME

Destinations	Abonnement 1 an		Abonnement 6 mois	
	Ordinaire	Avion	Ordinaire	Avion
Togo, France et autre pays d'expression Française .....	1 300 frs	3 800 frs	800 frs	1 700 frs
Etranger .....	1 600 frs	3 750 frs	900 frs	2 300 frs

Prix du Numéro par porteur ou par Poste :

Togo, France et autres Pays d'expression Française ..... 100 frs  
Etranger : Port en sus

## ABONNEMENTS, ANNONCES ET AVIS DIVERS

Pour les abonnements, annonces et réclamations s'adresser à l'Editogo B. P. 891 — Tél : 37-18 — Lomé

Les abonnements et annonces sont payables d'avance

La ligne ..... 80 frs

Minimum ..... 280 frs

Chaque annonce répétée : moitié prix :

Minimum ..... 280 frs

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION:

CABINET DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE — TELEPHONE 27-01 — LOME

## SOMMAIRE

### PARTIE OFFICIELLE

#### ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

#### ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

#### ORDONNANCES

1977

16 août — Ordonnance n° 77-30 autorisant la ratification de la convention de coopération économique, culturelle, scientifique et technique entre la République togolaise et la République islamique de Mauritanie signée à Lomé le 28 avril 1975 ..... 471

16 août — Ordonnance n° 77-31 autorisant la ratification de l'accord relatif à la libre circulation des personnes et des biens, à l'emploi et à l'établissement entre le gouvernement de la République togolaise et le gouvernement de la République islamique de Mauritanie signé à Lomé le 28 avril 1975 ..... 471

19 août — Ordonnance n° 77-32 accordant le cautionnement de la République togolaise à la société d'économie mixte des Ciments de l'Afrique de l'Ouest pour un emprunt contracté auprès de la caisse centrale de coopération économique ..... 471

19 août — Ordonnance n° 77-33 autorisant la ratification de l'accord de prêt n° 1296-TO d'un montant de 10.500.000 dollars US relatif au projet des Ciments de l'Afrique de l'Ouest (CIMAO) signé par la République togolaise et la banque internationale pour la reconstruction et le développement le 28 juin 1976 à Lomé ..... 471

19 août — Ordonnance n° 77-34 autorisant la ratification de la convention d'ouverture de crédit n° 58 29 00 76 02 0 d'un montant de 13.000.000 de francs français relative au projet des Ciments de l'Afrique de l'Ouest (CIMAO) signée par la République togolaise et la caisse centrale de coopération économique le 19 avril 1977 à Paris .. 472

19 août — Ordonnance n° 77-35 accordant le cautionnement de la République togolaise à la société d'économie mixte des Ciments de l'Afrique de l'Ouest pour un emprunt contracté auprès de la banque internationale pour la reconstruction et le développement ..... 472

19 août — Ordonnance n° 77-36 accordant le cautionnement de la République togolaise à la société d'économie mixte des Ciments de l'Afrique de l'Ouest pour un emprunt contracté auprès du crédit lyonnais et de la banque française du commerce extérieur ..... 472

19 août — Ordonnance n° 77-37 accordant le cautionnement de la République togolaise à la société d'économie mixte des Ciments de l'Afrique de l'Ouest pour un emprunt contracté auprès de la banque africaine de développement ..... 473

19 août — Ordonnance n° 77-38 accordant le cautionnement de la République togolaise à la société d'économie mixte des Ciments de l'Afrique de l'Ouest pour un emprunt contracté auprès de la banque arabe pour le développement économique en Afrique ..... 473

19 août — Ordonnance n° 77-41 autorisant la ratification du traité instituant un complexe cimentier régional en Afrique de l'Ouest signé à Lomé le 12 décembre 1975 et les annexes I et II signées le 4 août 1976 ..... 473

#### ARRETES ET DECISIONS

##### MINISTERE DE L'INTERIEUR

1977

14 sept. — Arrêté n° 155-INT-SG-DSTCL portant annulations et ouvertures de crédits au budget primitif, exercice 1977 de la circonscription de Bafilo .... 473

14 sept. — Arrêté	n° 156-INT-SG-DSTCL portant annulations et ouvertures de crédits au budget primitif, exercice 1977 de la circonscription d'Atakpamé ..	474
16 sept. — Arrêté	n° 157-INT-SG-DSTCL portant annulations et ouvertures de crédits au budget primitif de la circonscription de Badou, exercice 1977 ..	474
16 sept. — Arrêté	n° 158-INT-SG-DSTCL portant annulations et ouvertures de crédits au budget primitif de la circonscription de Badou, exercice 1977 ..	474
16 sept. — Arrêté	n° 159-INT-SG-DSTCL portant annulations et ouvertures de crédits au budget primitif de la circonscription de Badou, exercice 1977 ..	474
16 sept. — Arrêté	n° 160-INT-SG-DSTCL portant annulations et ouvertures de crédits au budget primitif de la circonscription de Badou, exercice 1977 ..	475
28 sept. — Arrêté	n° 166-INT-SG-DSTCL portant annulations et ouvertures de crédits au budget primitif, exercice 1977 de la circonscription de Vogon ..	475
28 sept. — Arrêté	n° 167-INT-SG-DSTCL portant annulations et ouvertures de crédits au budget primitif, exercice 1977 de la circonscription de Vogon ..	475
28 sept. — Arrêté	n° 168-INT-SG-DSTCL portant annulations et ouvertures de crédits au budget primitif, exercice 1977 de la circonscription de Vogon ..	475
28 sept. — Arrêté	n° 169-INT-SG-DSTCL portant annulations et ouvertures de crédits au budget primitif, exercice 1977 de la circonscription de Vogon ..	475
Arrêtés	portant admission dans le corps de la sûreté nationale et admission à la retraite ..	475

#### MINISTERE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE

1977

8 sept. — Décision	n° 1144-MFE-FCS portant autorisation de paiement d'une somme à l'association de coopération médico-chirurgicale franco-togolaise ..	476
9 sept. — Décision	n° 1160-MFE-FCS accordant une subvention au comité national de la campagne mondiale de lutte pour l'alimentation ..	478
15 sept. — Décision	n° 1180-MFE-CAB portant autorisation de paiement d'une somme en faveur de la société « Gastonègre » ..	476
15 sept. — Décision	n° 1182-MFE-FCS portant autorisation de paiement d'une somme au secrétariat général de l'A.C.P. ..	476
15 sept. — Décision	n° 1185-MFE-FCS portant autorisation de paiement d'une somme à l'organisation mondiale du tourisme (O.M.T.) ..	477
15 sept. — Décision	n° 1186-MFE-FCS portant autorisation de paiement d'une somme au profit de l'agent intermédiaire des recettes de l'école nationale sénégalaise des PTT à Dakar (Sénégal) ..	477
15 sept. — Décision	n° 1187-MFE-FCS portant autorisation de paiement d'une somme au profit du centre multinational de formation postale d'Abidjan ..	477
15 sept. — Décision	n° 1188-MFE-FCS portant autorisation de paiement d'une somme au profit de l'association internationale de développement (I.D.A.) ..	477
21 sept. — Décision	n° 1204-MFE-FCS portant autorisation de paiement d'une somme au profit du bureau international du travail (B.I.T.) ..	477
21 sept. — Décision	n° 1205-MFE-FCS portant autorisation de paiement d'une somme au profit du centre régional africain d'administration du travail (CRADAT) à Yaoundé (RUC) ..	477
21 sept. — Décision	n° 1210-MFE-FCS portant autorisation de paiement d'une somme à la société internationale de criminologie (S.I.C.) ..	477
22 sept. — Décision	n° 1216-MFE-FCS portant autorisation de paiement d'une somme à l'Assemblée Consultative (A.C.P.) ..	477
22 sept. — Décision	n° 1217-MFE-FCS portant autorisation de paiement d'une somme au secrétariat général de l'Union internationale des télécommunications ..	478
22 sept. — Décision	n° 1219-MFE-MEN-RS accordant une subvention aux établissements de l'enseignement confessionnel des deuxième et troisième degrés, pour l'année scolaire 1976-1977 ..	478
27 sept. — Décision	n° 1231-MFE-FCS portant autorisation de paiement d'une somme au profit du CODESRIA à Dakar (Sénégal) ..	478
27 sept. — Décision	n° 1234-MFE-FCS portant autorisation de paiement d'une somme au profit du CERDAS au Zaïre ..	478

27 sept. — Décision	n° 1240-MFE-FCS portant autorisation de paiement d'une somme au profit du groupe africain chargé des négociations avec la C.E.E ..	478
27 sept. — Décision	n° 1242-MFE-FCS portant autorisation de paiement d'une somme à la croix rouge togolaise ..	478
27 sept. — Décision	n° 1244-MFE-FCS portant autorisation de paiement d'une somme à l'organisation internationale de police criminelle (INTERPOL) ..	478

#### MINISTERE DU COMMERCE ET DES TRANSPORTS

Arrêté	portant nomination ..	479
--------	-----------------------	-----

#### MINISTERE DE LA JUSTICE, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DU TRAVAIL

1977

9 sept. — Arrêté	n° 848-MJFPT portant promotion dans le corps du personnel de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits ..	479
19 sept. — Arrêté	n° 881-MJFPT portant promotion dans le corps du personnel de l'enseignement ..	479
Arrêtés et décision	portant intégrations, admission dans divers corps de la fonction publique, détachement, radiation, acceptation de démission, licenciements, admission à la retraite rectificatif à un précédent arrêté portant intégration ..	480

#### MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE, DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA PROMOTION FEMININE

Décision Interministérielle	fixant les dates des examens de l'école de sages-femmes ..	485
-----------------------------	------------------------------------------------------------	-----

#### MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

1977

23 sept. — Décision	n° 362-MEN-RS fixant les dates des congés scolaires pour l'année académique 1977-1978 ..	486
Arrêtés et décisions	portant nominations ..	486

#### MINISTERE DU PLAN, DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET DE LA REFORME ADMINISTRATIVE

1977

25 août — Décision	n° 146-MPDIRA-DGPD-SFCEP portant autorisation de virement d'une somme au centre de la construction et du logement ..	487
7 sept. — Décision	n° 149-MPDIRA-DGPD-SFCEP portant autorisation de virement d'une somme au profit de la ferme avicole de Baguida ..	487
7 sept. — Décision	n° 151-MPDIRA-DGPD-SFCEP portant autorisation de paiement d'une somme en faveur de Humphreys and Glasgow Ltd ..	487
Décision	portant nomination ..	487

#### MINISTERE DE L'AMENAGEMENT RURAL

Décision	portant affectations et nominations ..	487
----------	----------------------------------------	-----

## DIVERS

#### MINISTERE DE L'INTERIEUR

1977

16 sept. — Arrêté	n° 162-INT-SG-APA-AA portant interdiction de séjour aux nommés Boula Moussa, Massere Egbé, Salami Karimou, Moussa Amadou, hamadou Belko dit « Dogo » et Ahoyo (Pierre) ..	488
Décisions	portant nomination de secrétaires de chefs de canton ..	488

#### MINISTERE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE

1977

16 sept. — Arrêté	n° 306-MFE-CR portant concession d'une pension de retraite à M. Boue Kézié ..	488
16 sept. — Arrêté	n° 307-MFE-CR rapportant l'arrêté n° 174-MFE-CR du 25 mai 1977 et l'arrêté n° 188-MFEP-CR du 24 juillet 1971 portant concession de pensions aux ayants-cause de M. Ocloo Komi (Elias) ..	489

27 sept. — Arrêté n° 309-MFE-CR portant concession d'une pension de retraite à M. Gnongbo Tchoro Agban-gba .....	489
27 sept. — Arrêté n° 312-MFE-CR modifiant l'arrêté n° 181-MFE-CR portant concession de pensions aux ayants-cause de M. Folikoué (Robert) .....	489
27 sept. — Arrêté n° 313-MFE-CR portant concession de pensions aux ayants-cause de M. Kini Komlanvi (André) .....	489
Arrêté n° 188-MFEP-CR du 24 juillet 1971 portant concession de pensions aux ayants-cause de M. Ocloo Komi (Elias) (rectificatif) .....	489
MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	
Arrêté et décision portant admissions .....	490
MINISTERE DE LA JEUNESSE, DES SPORTS ET DE LA CULTURE	
Arrêté portant admission .....	491

## PARTIE OFFICIELLE

### ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

#### ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

#### ORDONNANCES

**ORDONNANCE N° 77-30 du 16 août 1977 autorisant la ratification de la convention de coopération économique, culturelle, scientifique et technique entre la République togolaise et la République islamique de Mauritanie signée à Lomé le 28 avril 1975.**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre des affaires étrangères et de la coopération ;  
Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;  
Le conseil des ministres entendu,

#### ORDONNE :

Article premier — Est autorisée la ratification de la convention de coopération économique, culturelle, scientifique et technique entre la République togolaise et la République islamique de Mauritanie, signée à Lomé le 28 avril 1975.

Art. 2 — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République togolaise et exécutée comme loi de l'Etat.

Lomé, le 16 août 1977

Général d'Armée Gnassingbé Eyadéma

**ORDONNANCE N° 77-31 du 16 août 1977 autorisant la ratification de l'accord relatif à la libre circulation des personnes et des biens, à l'emploi et à l'établissement entre le gouvernement de la République togolaise et le gouvernement de la République islamique de Mauritanie signée à Lomé le 28 avril 1975.**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre des affaires étrangères et de la coopération ;  
Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;  
Le conseil des ministres entendu,

#### ORDONNE :

Article premier — Est autorisée la ratification de l'accord relatif à la libre circulation des personnes et des biens, à l'emploi et à l'établissement, entre le gouvernement de la République togolaise et le gouvernement de la République islamique de Mauritanie, signée à Lomé le 28 avril 1975.

Art. 2 — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République togolaise et exécutée comme loi de l'Etat.

Lomé, le 16 août 1977

Général d'Armée Gnassingbé Eyadéma

**ORDONNANCE N° 77-32 du 19 août 1977 accordant le cautionnement de la République togolaise à la société d'économie mixte des ciments de l'Afrique de l'Ouest pour un emprunt contracté auprès de la caisse centrale de coopération économique.**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;

Vu le contrat de cautionnement intervenu entre la République togolaise d'une part et d'autre part la caisse centrale de coopération économique, à l'occasion du contrat de financement octroyant un prêt de (45.000.000) quarante cinq millions de francs français au profit de la société d'économie mixte des ciments de l'Afrique de l'Ouest ;

Vu ce contrat de financement ;

Sur proposition conjointe du ministre des finances et de l'économie et du ministre des mines, de l'énergie et des ressources hydrauliques ;

Le conseil des ministres entendu,

#### ORDONNE :

Article premier — Le cautionnement de la République togolaise est accordé à la société d'économie mixte des ciments de l'Afrique de l'Ouest pour le contrat de financement n° 53.29-60.76.010 intervenu le 19 avril 1977 entre cette société et la caisse centrale de coopération économique.

Art. 2 — Le présent cautionnement est constitué pour un montant en capital de 45.000.000 de francs français

Art. 3 — La présente ordonnance sera enregistrée et publiée au *Journal officiel* de la République togolaise et exécutée comme loi de l'Etat.

Lomé, le 19 août 1977

Général d'Armée Gnassingbé EYADEMA

**ORDONNANCE N° 77-33 du 19 août 1977 autorisant la ratification de l'accord de prêt n° 1296/TO d'un montant de 10.500.000 dollars US relatif au projet des ciments de l'Afrique de l'Ouest (CIMA) signé par la République togolaise et la banque internationale pour la reconstruction et le développement le 28 juin 1976 à Lomé.**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport conjoint du ministre des finances et de l'économie et du ministre des mines, de l'énergie et des ressources hydrauliques ;

Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;

Vu l'accord de prêt n° 1296-T0 intervenu entre la République togolaise d'une part et la banque internationale pour la reconstruction et le développement d'autre part, relatif à l'octroi d'un financement de (10.500.000) dollars U.S. dix millions cinq cent mille dollars United States soit environ (2.484.562.500) deux milliards quatre cent quatre vingt quatre millions cinq cent soixante deux mille cinq cents francs C.F.A. ;

Vu les documents annexes afférents audit contrat de financement ;

Le conseil des ministres entendu,

## O R D O N N E :

Article premier — Est autorisée, la ratification de l'accord de prêt n° 1296-TO d'un montant de (10.500.000) dollars U.S. DIX MILLIONS CINQ CENT MILLE DOLLARS United States destiné à l'acquisition d'actions privilégiées de la société d'économie mixte des ciments de l'Afrique de l'Ouest, signé par la République togolaise et la banque internationale pour la reconstruction et le développement le 28 juin 1976 à Lomé.

Art. 2 — Le texte de l'accord de crédit, les documents annexes afférents audit accord ainsi que le texte des conditions générales qui servent de base à tous les accords signés par la banque internationale pour la reconstruction et le développement peuvent être consultés à Lomé au ministère des finances et de l'économie.

Art. 3 — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République togolaise et exécutée comme loi de l'Etat.

Lomé, le 19 août 1977

Général d'Armée Gnassingbé EYADEMA

**ORDONNANCE N° 77-34 du 19 août 1977 autorisant la ratification de la convention d'ouverture de crédit n° 58 29 00 76 02 0 d'un montant de 13.000.000 de francs français relative au projet des ciments de l'Afrique de l'Ouest (CIMA0) signée par la République togolaise et la caisse centrale de coopération économique le 19 avril 1977 à PARIS.**

## LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport conjoint du ministre des finances et de l'économie et du ministre des mines, de l'énergie et des ressources hydrauliques ;

Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;

Vu la convention d'ouverture de crédit n° 58 29 00 02 0 intervenu le 19 avril 1977 à Paris entre la République togolaise d'une part et la caisse centrale de coopération économique d'autre part, relative à l'octroi d'un financement de (13.000.000) treize millions de francs français ;

Vu les documents annexes, afférents à ladite convention d'ouverture de crédit ;

Le conseil des ministres entendu,

## O R D O N N E :

Article premier — Est autorisée la ratification de la convention d'ouverture de crédit d'un montant de (13.000.000) TREIZE MILLIONS de francs français destiné à l'acquisition d'actions privilégiées de la société d'économie mixte des ciments de l'Afrique de l'Ouest, signée par la République togolaise et la caisse centrale de coopération économique le 19 avril 1977 à Paris.

Art. 2 — Le texte de la convention d'ouverture de crédit, les documents annexes afférents à la convention peuvent être consultés à Lomé au ministère des finances et de l'économie.

Art. 3 — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République togolaise et exécutée comme loi de l'Etat.

Lomé, le 19 août 1977

Général d'Armée Gnassingbé EYADEMA

**ORDONNANCE N° 77-35 du 19 août 1977 accordant le cautionnement de la République togolaise à la société d'économie mixte des ciments de l'Afrique de l'Ouest pour un emprunt contracté auprès de la banque internationale pour la reconstruction et le développement.**

## LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;

Vu le contrat n° 1295 WAF de cautionnement intervenu entre la République togolaise d'une part et d'autre part la banque internationale pour la reconstruction et le développement, à l'occasion du contrat de financement octroyant un prêt de (49.500.000) dollars U.S. quarante neuf millions cinq cent mille dollars United States soit environ (11.712.937.500) onze milliards sept cent douze millions neuf cent trente sept mille cinq cents francs C.F.A. au profit de la société d'économie mixte des ciments de l'Afrique de l'Ouest ;

Vu ce contrat de financement ;

Sur proposition conjointe du ministre des finances et de l'économie et du ministre des mines, de l'énergie et des ressources hydrauliques ;

Le conseil des ministres entendu,

## O R D O N N E :

Article premier — Le cautionnement de la République togolaise est accordé à la société d'économie mixte des ciments de l'Afrique de l'Ouest pour le contrat de financement intervenu entre cette société et la banque internationale pour la reconstruction et le développement.

Art. 2 — Le présent cautionnement est constitué pour un montant en capital de 49.500.000 dollars United States.

Art. 3 — La présente ordonnance sera enregistrée et publiée au *Journal officiel* de la République togolaise et exécutée comme loi de l'Etat.

Lomé, le 19 août 1977

Général d'Armée Gnassingbé EYADEMA

**ORDONNANCE N° 77-36 du 19 août 1977 accordant le cautionnement de la République togolaise à la société d'économie mixte des ciments de l'Afrique de l'Ouest pour un emprunt contracté auprès du crédit lyonnais et de la banque française du commerce extérieur**

## LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;

Vu la garantie donnée par la République togolaise par lettre en date du 30 novembre 1976 à l'occasion de la convention de financement octroyant un prêt de 194.779.200 (cent quatre vingt quatorze millions sept cent soixante-dix-neuf mille deux cents) francs français au profit de la société d'économie mixte des ciments de l'Afrique de l'Ouest ;

Vu cette convention d'ouverture de crédit ;

Sur proposition conjointe du ministre des finances et de l'économie et du ministre des mines de l'énergie et des ressources hydrauliques ;

Le conseil des ministres entendu,

## O R D O N N E :

Article premier — Le cautionnement de la République togolaise est accordé à la société d'économie mixte des ciments de l'Afrique de l'Ouest pour la convention d'ouverture de crédit intervenue entre cette société d'une part, le crédit lyonnais et la banque française du commerce extérieur d'autre part.

Art. 2. — Le présent cautionnement est constitué pour un montant en capital de 194.779.200 francs français.

Art. 3. — La présente ordonnance sera enregistrée et publiée au **Journal officiel** de la République togolaise et exécutée comme loi de l'Etat.

Lomé, le 19 août 1977

Général d'Armée Gnassingbé Eyadéma

**ORDONNANCE N° 77-37 du 19 août 1977 accordant le cautionnement de la République togolaise à la société d'économie mixte des ciments de l'Afrique de l'Ouest pour un emprunt contracté auprès de la banque africaine de développement.**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;

Vu le contrat de cautionnement n° CS/CIMAO/IND/GA 76 001 intervenu le 15 février 1977 entre la République togolaise d'une part et d'autre part la banque africaine de développement à l'occasion du contrat de financement n° CS/CIMAO/IND 76 001 octroyant un prêt de (8.200.000) huit millions deux cent mille unités de compte au profit de la société d'économie mixte des ciments de l'Afrique de l'Ouest ;

Vu ce contrat de financement ;

Sur proposition conjointe du ministre des finances et de l'économie et du ministre des mines, de l'énergie et des ressources hydrauliques ;

Le conseil des ministres entendu ;

### ORDONNE :

Article premier. — Le cautionnement de la République togolaise est accordé à la société d'économie mixte des ciments de l'Afrique de l'Ouest pour le contrat de prêt n° CS/CIMAO/IND/76 001 intervenu le 15 février 1977 à Abidjan entre cette société et la banque africaine de développement.

Art. 2. — Le présent cautionnement est constitué pour un montant en capital de 8.200.000 unités de compte.

Art. 3. — La présente ordonnance sera enregistrée et publiée au **Journal officiel** de la République togolaise et exécutée comme loi de l'Etat.

Lomé, le 19 août 1977

Général d'Armée Gnassingbé Eyadéma

**ORDONNANCE N° 77-38 du 19 août 1977 accordant le cautionnement de la République togolaise à la société d'économie mixte des ciments de l'Afrique de l'Ouest pour un emprunt contracté auprès de la banque arabe pour le développement économique en Afrique.**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;

Vu le contrat de cautionnement intervenu entre la République togolaise d'une part et d'autre part la banque arabe pour le développement économique en Afrique, à l'occasion du contrat de financement octroyant un prêt de (10.000.000) dix millions de dollars United States au profit de la société d'économie mixte des ciments de l'Afrique de l'Ouest ;

Vu ce contrat de financement ;

Sur proposition conjointe du ministre des finances et de l'économie et du ministre des mines, de l'énergie et des ressources hydrauliques ;

Le conseil des ministres entendu ;

### ORDONNE :

Article premier. — Le cautionnement de la République togolaise est accordé à la société d'économie mixte des ciments de l'Afrique de l'Ouest pour le contrat de

financement intervenu entre cette société et la banque arabe pour le développement économique en Afrique.

Art. 2. — Le présent cautionnement est constitué pour un montant en capital de 10.000.000 de dollars U.S.

Art. 3. — La présente ordonnance sera enregistrée et publiée au **Journal officiel** de la République togolaise et exécutée comme loi de l'Etat.

Lomé, le 19 août 1977

Général d'Armée Gnassingbé Eyadéma

**ORDONNANCE N° 77-41 du 19 août 1977 autorisant la ratification du traité instituant un complexe cimentier régional en Afrique de l'Ouest signé à Lomé le 12 décembre 1975 et les annexes I et II signées le 4 août 1976.**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre des affaires étrangères et de la coopération ;

Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;

Le conseil des ministres entendu ;

### ORDONNE :

Article premier. — Est autorisée la ratification du traité instituant un complexe cimentier régional en Afrique de l'Ouest, signé à Lomé le 12 décembre 1975, les annexes I et II à ce traité, signées le 4 août 1976 et réglementant la commercialisation du clinker et les assurances mutuelles données par les trois Etats signataires.

Art. 2. — Les textes du traité et des annexes I et II peuvent être consultés à Lomé au ministère des affaires étrangères et de la coopération.

Art. 3. — La présente ordonnance sera publiée au **Journal officiel** de la République togolaise et exécutée comme loi de l'Etat.

Lomé, le 19 août 1977

Général d'Armée Gnassingbé Eyadéma

## ARRETES ET DECISIONS

### MINISTERE DE L'INTERIEUR

#### Annulations et ouvertures de crédits

Arrêté n° 155-INT-SG-DSTCL du 14/9/77 — Sont approuvées les annulations de crédits aux chapitres et articles ci-après du budget primitif de la circonscription de Bafilo, exercice 1977 :

*Chapitre III* — Service d'administration régionale (matériel)

Article 4 — Moyens de transport .....	48.700
Article 6 — Loyers immeubles .....	70.000
Article 7 — Eclairage des bâtiments de la circonscription .....	50.000



<i>Chapitre V</i> — Dépenses ordinaires de matériel et travaux d'entretien	
Article 1 — Entretien des routes et ponts ..	130.000
Article 3 — Entretien et réparation des bâtiments à la charge de la circonscription .....	26.000
	<hr/> 324.700

Sont approuvées les ouvertures de crédits aux chapitres et articles ci-après du budget primitif de la circonscription de Bafilo, exercice 1977 :

<i>Chapitre II</i> — Service d'administration régionale (personnel)	
Article 2 — Salaire du personnel de bureau non titulaire .....	12.000
<i>Chapitre IV</i> — Service des travaux régionaux (personnel)	
Article 2 — Traitement du personnel non titulaire .....	33.372
<i>Chapitre V</i> — Dépenses ordinaires de matériel et travaux d'entretien	
Article 4 — Entretien et fonctionnement des véhicules du service des travaux régionaux .....	131.956
<i>Chapitre VII</i> — Services sociaux (personnel)	
Article 3 — Dispensaires .....	25.737
<i>Chapitres X</i> — Dépenses diverses	
Article 1 — Fêtes et réceptions publiques ....	50.000
Article 5 — Cotisations à la CNSS .....	59.635
Article 6 — Versement au budget général des retenues de taxe progressive .....	12.000
	<hr/> 324.700

Arrêté n° 156-INT-SG-DSTCL du 14/9/77 — Est approuvée l'annulation de crédits aux chapitre et article ci-après du budget primitif de la circonscription d'Atakpamé, exercice 1977 :

<i>Chapitre II</i> — Service d'administration régionale (personnel)	
Article 4 — Indemnités aux régisseurs et collecteurs contrôleurs de recettes .....	598.000
Sont approuvées les ouvertures de crédits aux chapitres et articles ci-après du budget primitif de la circonscription d'Atakpamé, exercice 1977 :	
<i>Chapitre III</i> — Service d'administration régionale (matériel)	
Article 4 — Moyens de transport .....	98.000
<i>Chapitre V</i> — Dépenses ordinaires de matériel et travaux d'entretien	
Article 1 — Entretien des routes et ponts etc	200.000
Article 4 — Entretien et fonctionnement des véhicules du service des travaux régionaux .....	200.000
<i>Chapitre X</i> — Dépenses diverses	
Article 1 — Fêtes et réceptions publiques ....	100.000
	<hr/> 598.000

Arrêté n° 157-INT-SG-DSTCL du 16/9/77 — Est approuvée l'annulation de crédits aux chapitre et article ci-après du budget primitif de la circonscription de Badou, exercice 1977 :

<i>Chapitre VII</i> — Services Sociaux (personnel)	
Article 1 — Enseignement et sports .....	401.000
Sont approuvées les ouvertures de crédits aux chapitres et articles ci-après du budget primitif de la circonscription de Badou, exercice 1977.	
<i>Chapitre II</i> — Services d'administration régionale (personnel)	
Article 2 — Salaire du personnel de bureau non titulaire .....	202.800
Article 3 — Indemnités, gratifications et remboursement de frais .....	25.000
<i>Chapitre IV</i> — Service des travaux régionaux (personnel)	
Article 2 — Traitement du personnel non titulaire .....	81.500
Article 3 — Indemnités et gratifications diverses .....	25.000
<i>Chapitre V</i> — Dépenses ordinaires de matériel et travaux d'entretien	
Article 2 — Entretien des rues, jardins, marchés, fourrières, gares routières et abattoirs .....	35.000
Article 5 — Alimentation en eau .....	16.500
<i>Chapitre VII</i> — Services Sociaux (personnel)	
Article 5 — Salaire du personnel des PTT .....	15.200
	<hr/> 401.000

Arrêté n° 158-INT-SG-DSTCL du 16/9/77 — Est approuvée l'annulation de crédits aux chapitre et article ci-après du budget primitif de la circonscription de Badou, exercice 1977 :

<i>Chapitre VII</i> — Services sociaux (personnel)	
Article 1 — Enseignement et sports .....	600.000
Est approuvée l'ouverture de crédits aux chapitre et article ci-après du budget primitif de la circonscription de Badou, exercice 1977 :	
<i>Chapitre III</i> — Service d'administration régionale (matériel)	
Article 4 — Moyens de transport .....	600.000

Arrêté n° 159-INT-SG-DSTCL du 16/9/77 — Est approuvée l'annulation de crédits aux chapitre et article ci-après du budget primitif de la circonscription de Badou, exercice 1977 :

<i>Chapitre VII</i> — Services sociaux (personnel)	
Article 1 — Enseignement et sports .....	360.000
Sont approuvées les ouvertures de crédits aux chapitres et articles ci-après du budget primitif de la circonscription de Badou, exercice 1977 :	
<i>Chapitre III</i> — Service d'administration régionale (matériel)	
Article 4 — Moyens de transport .....	50.000
<i>Chapitre V</i> — Dépenses ordinaires de matériel et travaux d'entretien	
Article 1 — Entretien des routes et ponts .....	310.000
	<hr/> 360.000

Arrêté n° 160/INT/SG/DSTCL du 16-9-77 — Est approuvée l'annulation de crédits aux chapitre et article ci-après du budget primitif de la circonscription de Badou, exercice 1977 :

*Chapitre VII* — Services sociaux (personnel)

Article premier — Enseignements et sports .... 600.000

Sont approuvées les ouvertures de crédits aux chapitres et articles ci-après du budget primitif de la circonscription de Badou, exercice 1977 :

*Chapitre V* — Dépenses ordinaires de matériel et travaux d'entretien

Art. 4 — Entretien et fonctionnement des véhicules du service des travaux régionaux .... 325.000

Art. 6 — Alimentation en électricité ..... 75.000

*Chapitre X* — Dépenses diverses

Article 1 — Fêtes et réceptions publiques .... 200.000

600.000

Arrêté n° 166/INT/SG/DSTCL du 28-9-77 — Est approuvée l'annulation de crédits aux chapitre et article ci-après du budget primitif de la circonscription de Vogan, exercice 1977 :

*Chapitre II* — Service d'administration régionale (personnel)

Art 4 — Indemnités aux régisseurs, collecteurs et contrôleurs de recettes ..... 600.000

Est approuvée l'ouverture de crédits aux chapitre et article ci-après du budget primitif de la circonscription de Vogan, exercice 1977 :

*Chapitre V* — Dépenses ordinaires de matériel et travaux d'entretien

Art. 4 — Entretien et fonctionnement des véhicules du service des travaux régionaux ..... 600.000

Arrêté n° 167/INT/SG/DSTCL du 28-9-77 — Est approuvée l'annulation de crédits aux chapitre et article ci-après du budget primitif de la circonscription de Vogan, exercice 1977 :

*Chapitre V* — Dépenses ordinaires de matériel et travaux d'entretien —

Article 1 — Entretien des routes et ponts etc. 600.000

Sont approuvées les ouvertures de crédits aux chapitres et articles ci-après du budget primitif de la circonscription de Vogan, exercice 1977 :

*Chapitre V* — Dépenses ordinaires de matériel et travaux d'entretien —

Article 8 — Entretien orchestre Vo-Vox Band 200.000

*Chapitre X* — Dépenses diverses —

Art. 1 — Fêtes et réceptions publiques ..... 200.000

Article 11 — Dépenses pour la prison civile de Vogan ..... 200.000

600.000

Arrêté n° 168/INT/SG/DSTCL du 28-9-77 — Sont approuvées les annulations de crédits aux chapitres et articles ci-après du budget primitif de la circonscription de Vogan, exercice 1977 :

*Chapitre V* — Dépenses ordinaires de matériel et travaux d'entretien —

Article 1 — Entretien des routes et ponts .... 200.000

*Chapitre VII* — Services sociaux (personnel) —

Article 1 — Enseignement et sports ..... 400.000

600.000

Sont approuvées les ouvertures de crédits aux chapitres et articles ci-après du budget primitif de la circonscription de Vogan, exercice 1977 :

*Chapitre II* — Service d'administration régionale (personnel) —

Article 2 — Salaire du personnel de bureau non titulaire ..... 50.000

*Chapitre III* — Service d'administration régionale (matériel) —

Article 7 — Eclairage des bâtiments de la circonscription ..... 100.000

*Chapitre V* — Dépenses ordinaires de matériel et travaux d'entretien —

Article 4 — Entretien et fonctionnement des véhicules du service des travaux régionaux ..... 200.000

*Chapitre X* — Dépenses diverses —

Article 12 — Dépense à caractère politique .. 250.000

600.000

Arrêté n° 169/INT/SG/DSTCL du 28-9-77 — Est approuvée l'annulation de crédits aux chapitre et article ci-après du budget primitif de la circonscription de Vogan, exercice 1977 :

*Chapitre VII* — Services sociaux (personnel)

Article 3 — Dispensaires ..... 500.000

Sont approuvées les ouvertures de crédits aux chapitres et articles ci-après du budget primitif de la circonscription de Vogan, exercice 1977 :

*Chapitre II* — Service d'administration régionale (personnel) —

Article 2 — Salaire du personnel de bureau non titulaire ..... 36.000

*Chapitre IV* — Service des travaux régionaux (personnel) —

Article 2 — Traitement du personnel non titulaire ..... 136.000

*Chapitre V* — Dépenses ordinaires de matériel et travaux d'entretien —

Article 5 — Alimentation en eau ..... 328.000

500.000

### Admissions

Arrêté n° 165-INT-DSN-DAPM du 27-9-77 — Les candidats ci-dessous désignés qui ont fait la formation militaire sont admis dans le corps des gradés et gardiens de la paix en qualité d'élèves gardiens (indice 300 — chapitre 14, article 7 du budget général) à compter du 1er juin 1977 :

Abente Akondo  
Abalo Yokou Kodjo  
Apedo Ayao

Agbodjalou K. Agbégninou  
Akpo Wali  
Atsou Dété Ayaovi

Anakpa Bassagla	Bilassi Takam
Assindo Goufé	Blao Takouta
Assiobo Yaovi Nyawunèné	Bodi Ouro Akoriko
Adjalite K. Atamon	Djidjao Missou
Amouzou Kankoé	Dogbonou Koffi
Anafoula Outso Ignéza	Doh Komlan
Agbeve Kokouvi	Peta Diantam
Akple Komi	Sobo Kossi Aménio
Ayola Adjèti	Sokpo Koffi
Dossah Amèvi	Sago Mandjampsoukou
Douti Kolani Bénoupo	Sambiani Kombaté Bagnah
Bodjona Tchaa	Seibou Foudou
Dzreke Komlanvi	Kokoriko Komi
Edoh Komlan	Kolani Wanipague
Egueh K. Assogba	Konso Abalo
Folli K. Atsou	Kpartiou Défalé Tchassé
Hassimi Aboubacar	Klotse Ayawo
Kassawe Badé	Leha Akanto
Kalao Essobiou	Mampoume Payo
Kadiry Omon Djayé-Djayé	Mogore Nam-Wouré
Kanfitine Couma	Moussa A. Touré
Katakona K. Waybéna	N'Sul'poe Ayéna
Katchao Abeté	Takougnadi K. Essodjélinin
Klokpe Assou	Takpah Mensah Souka
Bawa Baba	Tchangbayou Manatè
Bagna A. Essohanam	Tete Eklou
Batadja N'Lékiba	Vodis Komlanvi
Banake Kossi	Woledji Essédji.

Pendant la durée de leur situation d'élèves-fonctionnaires les élèves-gardiens de la paix désignés à l'article premier ci-dessus :

1 — percevront la rémunération afférente à l'indice de traitement dont est affecté leur emploi, tel qu'il est fixé au tableau inscrit à l'article 63 du décret n° 69-122 du 10 juin 1969 ;

2 — ne seront pas assujettis à l'exercice des retenues pour constitution de pension de retraite conformément aux dispositions prévues par l'article 61 premier alinéa de l'ordonnance n° 11 du 10 juin 1969 ;

3 — ne bénéficieront pas en application des dispositions prévues par l'article 62, premier alinéa, de l'ordonnance n° 11 du 10 juin 1969, de l'indemnité de risque instituée par le décret n° 69-124 du 12 juin 1969 conformément aux dispositions prévues par l'article 2 dudit décret.

### Retraite

Arrêté n° 161-INT-CGC du 16-9-77 — L'adjudant-chef Dourma Katima mle 051 du détachement de Lama-Kara, le MDL Lemon Bossiké mle 063 du détachement de Dapaon et le gardien de circonscription de 1re classe Banassim Bahouloum mle 160 du détachement de Kpakuda seront admis à la retraite pour ancienneté de services pour compter du 1er décembre 1977. Dans la limite de leurs droits, ils pourront bénéficier d'un congé libérable de trois mois valable du 1er septembre au 30 novembre 1977 inclus délai de route compris avec solde de présence et pourront bénéficier de la gratuité de transport pour eux et leur famille en vue de rejoindre leur foyer.

Les intéressés seront rayés des contrôles du corps des gardiens de circonscription pour compter du 1er décembre 1977.

## MINISTERE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE

### Autorisations de paiement

Décision n° 1144-MFE-FCS du 8-9-77 — Une contribution de cinq millions (5.000.000) de francs cfa, est accordée à l'association de coopération médico-chirurgicale franco-togolaise, au titre de l'année 1977.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° A.T. 3.007 ouvert auprès de l'union togolaise de banque à Atakpamé au nom de ladite association.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1977, chapitre 39, article 18.

Décision n° 1180-MFE-CAB du 15-9-77 — Est autorisé le paiement en faveur de la société gastonègre à son compte ouvert à l'UTB Lomé sous le n° 60 030 de la somme de vingt deux millions six cent quatre vingt quinze mille cinq cent cinquante cinq (22.695.555) francs cfa pour fourniture de deux chenillards D4 caterpillar et de trois pulvérisateurs lourds RCM et représentant les 90 % du montant de la lettre de commande n° 138-SRS-WKK-SKA du 14 février 1977.

La dépense est imputable en dépassement sur le budget d'investissement et d'équipement 1976, titre III, chapitre 9, article 1, paragraphe 1, rubrique f (cf n° 54-77 du 25 avril 1977).

Pour équilibrer cette dépense au budget d'investissement 1976, il sera demandé à la caisse centrale de coopération économique (CCCE) un versement d'égale montant en application de l'article 6, paragraphe 2 de la convention du 19 juillet 1974, versement qui sera pris en recette au même budget titre IV «EMPRUNT CCCE».

Les opérations prévues aux articles précédents seront effectuées d'urgence et régularisées par les prochains collectifs du budget d'investissement 1976 qui enregistreront une augmentation de vingt deux millions six cent quatre vingt quinze mille cinq cent cinquante cinq (22.695.555) francs cfa :

a — les prévisions de recettes du budget d'investissement 1976, Titre IV «EMPRUNT CCCE»,

b — les prévisions de dépenses (autorisation de programme et crédit de paiement) du budget d'investissement 1976, titre III, chapitre 9, article 1, paragraphe 1, rubrique f.

Le directeur des finances, le directeur du budget, le chef du service du financement et du contrôle de l'exécution du plan et le trésorier-payeur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n° 1182-MFE-FCS du 15-9-77 — Est autorisé le paiement au profit du secrétariat général de l'A.C.P., de la somme de quatre millions neuf cent cinquante sept mille huit cent dix (4.957.810) francs cfa, soit l'équivalent de



762740,89 francs belges, représentant la contribution du Togo au titre de l'année 1977.

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire n° 310-0520951-50/005 ouvert auprès de la Banque Bruxelles Lambert Agence Rond Point Schuman — 1040 Bruxelles (Belgique).

La dépense est imputable au budget général, gestion 1977, chapitre 43, article 3, paragraphe 2.

Décision n° 1185-MFE-FCS du 15-9-77 — Est autorisé le paiement au profit de l'organisation mondiale du tourisme (OMT) de la somme de deux millions huit cent soixante mille cent cinquante (2.860.150) francs cfa, soit l'équivalent de 11.440,60 dollars U.S. représentant le montant de la contribution du Togo au titre de l'année 1977.

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire-Banco Atlantico, Agencia 113-Avenida del Generalísimo, 59-OMT/Fonds general n° 1 — Cuenta no 41.600.000.01 — Madrid-16 (Espagne).

La dépense est imputable au budget général, gestion 1977, chapitre 43, article 3, paragraphe 2.

Décision n° 1186-MFE-FCS du 15-9-77 — Est autorisé le paiement au profit de l'agent intermédiaire des recettes de l'école nationale sénégalaise des P.T.T. à Dakar (Sénégal) de la somme de deux millions (2.000.000) de francs cfa, représentant les frais de scolarité et d'entretien de quatre (4) stagiaires togolais à l'E.N.S. - P.T.T au titre de l'année scolaire 1976-1977.

Cette somme sera mandatée et virée au compte courant postal n° 276-48 à Dakar (Sénégal) au nom de l'ENS PTT.

La dépense est imputable au budget général, gestion 1977, chapitre 43, article 3, paragraphe 2 :

(1.800.000) ligne ENS/PTT ;  
(200.000) ligne EM des PTT Rufisques)

Décision n° 1187-MFE-FCS du 15-9-77 — Est autorisé le paiement au profit du centre multinational de formation postale d'Abidjan, de la somme de quatre millions six mille deux cent trente 4.006.230) francs cfa, représentant la contribution du Togo au titre de l'année 1976-1977.

Cette somme sera mandatée et virée au compte courant postal n° 342-73 à Abidjan (R.C.I.) au nom dudit centre.

La dépense est imputable au budget général, gestion 1977, chapitre 43, article 3, paragraphe 2.

Décision n° 1188-MFE-FCS du 15-9-77 — Est autorisé le paiement au profit de l'association internationale de développement (I.D.A), de la somme de sept cent six mille (706.000) francs cfa, soit 2.846,78 dollars E.U., représentant le premier versement du gouvernement togolais à la cinquième reconstitution des ressources de l'IDA, au titre de l'année 1977.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° ETR. 900.104-17 ouvert auprès de la B.T.C.I. à Lomé au nom du P.N.U.D.

La dépense est imputable au budget général, gestion 1977, chapitre 40, article 11.

Décision n° 1204-MFE-FCS du 21-9-77 — Est autorisé le paiement au profit du bureau international du travail (B.I.T) de la somme de quatre millions cent trente cinq mille six cents (4.135.600) francs cfa, soit l'équivalent de 16.880 dollars E.U., représentant la contribution du Togo audit organisme au titre de l'année 1977 (15.915 dollars) et un solde débiteur de (965 dollars) pour l'année 1976.

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire compte général n° 1 du BIT Genève à la Irving Trust Company-1 Wall Street, New-York, N.Y. 10015 (USA).

La dépense est imputable au budget général, gestion 1977, chapitre 43, article 3, paragraphe 2.

Décision n° 1205-MFE-FCS du 21-9-77 — Est autorisé le paiement au profit du centre régional africain d'administration du travail (CRADAT), de la somme de trois millions cinq cent mille (3.500.000) francs cfa, représentant un acompte à valoir sur la contribution du Togo au titre de l'année 1976-1977.

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire n° 31.075.556 ouvert auprès de la société camerounaise de banque (S.C.B) au nom du CRADAT à Yaoundé (RUC).

La dépense est imputable au budget général, gestion 1977, chapitre 43, article 3, paragraphe 2.

Décision n° 1210-MFE-FCS du 21-9-77 — Est autorisé le paiement au profit de la société internationale de criminologie (SIC), de la somme de cinquante mille (50.000) francs cfa, représentant la contribution volontaire du Togo au titre de l'année 1977.

Cette somme sera mandatée et virée au compte courant postal n° 21062.60-Paris au nom de la S.I.C. — 4 rue Mondovi 75.001 — Paris (France).

La dépense est imputable au budget général, gestion 1977, chapitre 43, article 3, paragraphe 1-b.

Décision n° 1216-MFE-FCS du 22-9-77 — Est autorisé le paiement au profit de l'Assemblée Consultative A.C.P. de la somme de cinq cent mille (500.000) francs cfa, soit dix mille (10.000) francs français, représentant la participation du Togo aux frais de fonctionnement de ladite Assemblée au titre de l'année 1977.

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire n° 04-3-3200-165.791-Banque Sogenal-15, Avenue Emile Reuter, boîte postale 2108 à Luxembourg.

La dépense est imputable au budget général, gestion 1977, chapitre 43, article 3, paragraphe 2.

Décision n° 1217-MFE-FCS du 22-9-77 — Est autorisé le paiement au profit du secrétariat général de l'Union internationale des télécommunications, de la somme de six millions neuf cent dix neuf mille cinq cents (6.919.500) francs cfa, soit l'équivalent de 65.900 francs suisses, représentant le montant de la quote-part contributive du Togo au titre de l'année 1978 (Paiement par anticipation).

Cette somme sera mandatée et virée au compte courant postal n° 12-50 Genève (Place des Nations-ch 1211 — Genève 20-Suisse).

La dépense est imputable au budget général, gestion 1977, chapitre 43, article 3, paragraphe 1-a.

Décision n° 1231-MFE-FCS du 27-9-77 — Est autorisé le paiement au profit du CODESRIA, de la somme de cent vingt cinq mille (125.000) francs cfa, soit l'équivalent de 500 dollars US, représentant la contribution du Togo au titre de l'année 1977.

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire (n° Et. 900.795) de la banque internationale pour le commerce et l'industrie, 2 avenue Roume, Dakar (Sénégal).

La dépense est imputable au budget général, gestion 1977, chapitre 43, article 3, paragraphe 2.

Décision n° 1234-MFE-FCS du 27-9-77 — Est autorisé le paiement au profit du CERDAS de la somme de deux cent cinquante mille (250.000) francs cfa, représentant le montant de la contribution du Togo au titre de l'année 1977.

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire n° 30399 ouvert auprès de la banque du peuple à Kinshasa (Zaire).

La dépense est imputable au budget général, gestion 1977, chapitre 43, article 3, paragraphe 2.

Décision n° 1240-MFE-FCS du 27-9-77 — Est autorisé le paiement au profit du groupe africain chargé des négociations avec la C.E.E. de la somme de six cent quatre vingt mille cinq cents (680.500) francs cfa, soit l'équivalent de 2.722,23 dollars E.U., représentant le montant de la quote-part du Togo au titre du prêt remboursable consenti audit groupe.

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire n° 002 ouvert auprès de commercial bank of Ethiopia International Banking Division Compte en devises étrangères Addis-Abéba (Ethiopia).

La dépense est imputable au budget général, gestion 1977, chapitre 43, article 3, paragraphe 2 « contributions imprévues ».

Décision n° 1242-MFE-FCS du 27-9-77 — Est autorisé le paiement au profit de la croix rouge togolaise, de la somme de huit cent mille (800.000) francs cfa, représentant la subvention du Togo à cet organisme au titre de l'année 1977.

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire n° 30019 ouvert à l'union togolaise de banque (UTB) au nom de la CRT.

La dépense est imputable au budget général, gestion 1977, chapitre 44, article 10.

Décision n° 1244-MFE-FCS du 27-9-77 — Est autorisé le paiement au profit de l'organisation internationale de police criminelle (INTERPOL) de la somme de neuf cent vingt cinq mille six cents (925.600) francs cfa, soit l'équivalent de 8.900 francs suisses, représentant le montant de la contribution du Togo au titre de l'année 1977.

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire n° 31.899.8.00.00.1, ouvert auprès du crédit lyonnais-agence de Genève 1.211 Genève 11 (Suisse).

La dépense est imputable au budget général, gestion 1977, chapitre 43, article 3, paragraphe 2 :

(750.000 ..... 43.3.2.)

(175.600 ..... 43.3.2 (C.I.).

### Subventions

Décision n° 1160-MFE-FCS du 9-9-77 — Une subvention de six millions deux cent quarante huit mille cinq cents (6.248.500) francs cfa, est accordée au comité national de la campagne mondiale de lutte pour l'alimentation, représentant la première tranche de la subvention accordée audit organisme.

Cette somme sera mandatée et virée au compte hors budget n° 115-44 ouvert dans les écritures du trésorier-payeur au nom dudit comité.

La dépense est imputable au budget général, gestion 1977, chapitre 44, article 12.

Décision n° 1219-MFE-MEN-RS du 22/9/77 — Une subvention de cent quatre vingt seize millions sept cent trente six mille huit cents francs cfa (196.736.800) répartie conformément au tableau annexé à la présente décision est accordée aux établissements de l'enseignement confessionnel des deuxième et troisième degrés pour l'année scolaire 1976-1977.

Le montant de la subvention ainsi répartie sera mandaté par trimestre au profit des directeurs et directrices des établissements concernés.

La dépense est imputable sur le budget général, exercice 1977, chapitre 44, article 2, paragraphe b :

#### Etablissements

#### Montant de la subvention

Collège Saint-Joseph Lomé	30.940.721
Collège Notre Dame des Apôtres Lomé	13.718.999
Collège Saint-Augustin de Togoville	10.216.276
Collège Notre Dame d'Afrique Atakpamé	5.545.978
Collège Saint Albert d'Atakpamé	10.800.063
Collège Saint Jean Bosco de Tomégbé	11.091.956
Collège Chaminade de Lama-Kara	15.178.467
Collège Sainte Adèle de Lama-Kara	2.043.255
Collège Notre Dame de l'Assomption — Sokodé	2.043.255

CES Jean Rimlé d'Agou	2.335.148
CES Saint Esprit de Kpalimé	2.043.255
CES de Kouma-Bala — Kloté	2.043.255
CES Christ-Roi de Kouvé	5.545.978
CES Christ-Roi d'Assahoun	2.043.255
CES Monseigneur Cessou de Lomé	5.545.978
CES Notre-Dame du Sacré-Cœur Lomé	3.794.616
CES Pie X de Tsévié	3.502.723
CES SS Pierre et Paul d'Aného	2.043.255
CES Mô Fant de Dapaon	2.043.255
CES Notre Dame de l'Assomption de Notsé	2.043.255
CES St Vincent de Paul de Koutoukpa	1.167.662
Collège Protestant de Lomé	22.475.807
Collège Protestant de Kpalimé	11.091.956
Collège Protestant d'Aného	2.043.255
CEG de Tado	2.043.255
Collège d'Enseignement Technique de N. D. de l'Assomption de Sokodé	8.173.020
Institut Technique Féminin Notre Dame de l'Eglise de Lomé	8.173.020
Centre d'Enseignement Ménager de Dapaon	1.167.647
Centre d'Enseignement Ménager de Siou	1.167.647
Centre d'Enseignement Ménager de Lama-Kara	1.167.647
Centre d'Enseignement Ménager de Bassar	1.167.647
Centre d'Enseignement Ménager N. D. A. Sokodé	1.167.647
Centre d'Enseignement Ménager de Sotouboua	1.167.647
<b>Total</b>	<b>196.736.800</b>

## MINISTERE DU COMMERCE ET DES TRANSPORTS

### Nomination

Arrêté n° 16-MCT-SMN-D du 27-9-77 — M. Bodom-bossou B. Byssang, ingénieur de la météorologie de 2e classe 3e échelon du corps des fonctionnaires de la météorologie et de l'aéronautique civile, est nommé directeur-adjoint du service de la météorologie nationale.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de sa signature.

## MINISTERE DE LA JUSTICE, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DU TRAVAIL

### Promotions

Arrêté n° 848-MJFPT du 9-9-77 — Sont promus au titre de l'année 1976 et pour compter des dates ci-après indiquées, les fonctionnaires du corps de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits dont les noms suivent :

## AGRICULTURE

### Cadre des ingénieurs (cat. A1)

#### Au grade d'ingénieur principal 1er échelon

27-12-76 — Blao (Nicolas), ingénieur de 1re classe 3e éch.

#### Au grade d'ingénieur de 1re classe 1er échelon

29-9-76 — Katakou Kokou (Jacob)

5-11-76 — Allaglo Koffi (André Lucien)

ingénieurs de 2e classe 4e échelon

### Cadre des ingénieurs des travaux (cat. A2)

#### Au grade d'ingénieur des travaux de 1re classe 1er échelon

1-1-76 — Sedouh (Georges)

1-1-76 — Aouissi Moukaïla (Pierre)

ingénieurs des travaux de 2e classe 3e échelon

### Cadre des ingénieurs-adjoints (cat. B.)

#### Au grade d'ingénieur-adjoint de 2e classe 1er échelon

1-4-76 — Tsolenyanu Kossi (Stanislas), ingénieur-adjt de 3e classe 4e échelon

### Cadre des adjoints techniques (cat. C)

#### Au grade d'adjoint technique de 1re classe 1er échelon

4-1-76 — Mossiyamba Ali

16-3-76 — Oklouvi (Emmanuel)

adjoints techniques de 2e classe 4e échelon

## ELEVAGE

### Cadre des vétérinaires-inspecteurs (cat. A1)

#### Au grade de vétérinaire-inspecteur en chef 1er échelon

12-8-76 — Aboudou Achimy (John)

17-9-76 — Apetofia (Vincent)

vétérinaires-inspecteurs 4e échelon.

Arrêté n° 881-MJFPT du 19-9-77 — Sont promus au titre des années 1975 et 1976 et pour compter des dates suivantes, les fonctionnaires du corps du personnel de l'enseignement ci-dessous désignés :

### Cadres des professeurs certifiés (catégorie A1)

#### Au grade de professeur de 2e classe 1er échelon

21-9-74 — Wilson Akouété (Seth)

7-10-75 — Aboki Assiliwa (Yvette), née Sanvee

1-10-76 — Foli Messanvi (Léon)

professeurs de 3e classe 4e échelon

### Cadre des maîtres d'éducation physique et sportive (cat. B)

#### Au grade de maître d'éducation physique et sportive de 2e classe 1er échelon

1-10-76 — Amoussou Amy (Emma), née Gagli, maîtresse d'E.P.S. de 3e classe 4e échelon

13-10-76 — Gozo Koassi Mawuli (Robert), maître d'E.P.S. de 3e classe 4e échelon

**Cadre des instituteurs (catégorie B)****Au grade d'instituteur de 1re classe 1er échelon**

27-11-76 — Kalepe Adjovi (Olivia), institutrice de 2e classe 4e échelon

**Cadre des instituteurs-adjoints (catégorie C)****Au grade d'instituteur-adjoint de 1re classe 1er échelon**

1-1-76 — Ramondo (Joachim)

1-1-76 — Bini Touhaden

instituteurs-adjoints de 2e classe 3e échelon

**Au grade d'instituteur-adjoint de 2e classe 1er échelon**

1-10-75 — Agbolo Bassa Efoué

1-1-76 — Agboton A. (Augustin)

20-9-76 — Amedekagna (Lucas)

20-9-76 — Sodatonou (Ruben)

instituteurs-adjoints de 3e classe 4e échelon.

**Cadre des moniteurs (catégorie D)****Au grade de moniteur de 2e classe 1er échelon**

11-7-74 — Böessi (Basile)

11-11-74 — Johnson (Joachim Richard)

2-10-75 — Balana W. (Pierre)

1-1-76 — Ouyengah Nanséko (Alphonse)

moniteurs de 3e classe 4e échelon.

**Intégrations**

Arrêté n° 839/MJFPT du 7-9-77 — Est et demeurant rapporté en ce qui concerne M. Tchakpana Itidou Oga, instituteur-adjoint de 3e classe 1er échelon stagiaire, l'arrêté n° 1040/MJFPT du 27 octobre 1976 portant nomination.

Arrêté n° 853-MJ-FP-T du 13-9-77 — Sœur Quashie Ami (Célestine) aide-soignante permanente 3e catégorie échelle A, titulaire du certificat d'aptitude aux fonctions d'aide-soignant, est admise dans le corps du personnel médical et technique de la santé publique en qualité d'infirmière-adjointe 1er échelon (catégorie D — indice 270) pour compter du 18 juin 1974 et reste mise à la disposition du ministre de la santé publique, des affaires sociales et de la promotion féminine (budget autonome du C.H.U. de Lomé).

Une bonification d'ancienneté de 9 m 10 j est accordée à Sœur Quashie Ami pour ses services antérieurs d'aide-soignante accomplis à la Pouponnière de Tokoin du 15 avril 1973 au 15 juin 1974 en application des dispositions de l'article 31 du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

La situation administrative de Sœur Quashie est reprise comme suit :

18-6-74 — infir. adjointe 1er échelon + 9 m 10 j. bonification

8-9-75 — infir. adjointe 2e échelon (bonification épuisée).

Sœur Quashie dont la rémunération serait supérieure au traitement attaché à sa nouvelle situation, conservera à titre personnel le bénéfice de son salaire jusqu'à ce que,

par le jeu de l'avancement normal, elle atteigne des émoluments égaux ou supérieurs.

Le présent arrêté a effet pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 873/MJFPT du 16-9-77 — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 234-MJFPT du 24 février 1976 portant intégration.

M. Vignikin Nounayakpo Avina, agent permanent hors catégorie, titulaire de la capacité en droit et qui a suivi avec succès les cours de contrôleur du service général à l'école nationale des postes et télécommunications de Rufisque (République du Sénégal), est admis dans le corps des fonctionnaires des postes et télécommunications en qualité de contrôleur (catégorie B) dans les conditions suivantes :

24-7-75 — contrôleur de 2e classe 2e échelon

24-7-77 — contrôleur de 2e classe 3e échelon.

L'intéressé conserve son affectation actuelle (chapitre 26, article 10 du budget général).

Arrêté n° 875-MJFPT du 16-9-77 — M. Minza (Christophe), menuisier permanent 5e catégorie échelle C, titulaire du certificat d'aptitude professionnelle (CAP) — option menuiserie et qui a accompli cinq années de pratique professionnelle, est admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de professeur technique-adjoint de 3e classe 1er échelon stagiaire (catégorie C — indice 550) et conserve son affectation actuelle (chapitre 24, article 8, paragraphe 4 du budget général).

Le présent arrêté a effet pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 876-MJFPT du 16/9/77 — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 204/MJFPT du 2 mars 1977 portant nomination.

M. Lawson Tuakli Laté-Ezo, employé de bureau permanent hors catégorie, titulaire de la capacité en droit et qui a suivi avec succès le cours de contrôleur du service général à l'école nationale des postes et télécommunications de Rufisque (République du Sénégal), est admis dans le corps des fonctionnaires des postes et télécommunications en qualité de contrôleur de 2e classe 2e échelon stagiaire (catégorie B — indice 850) et mis à la disposition du ministre de l'équipement, des travaux publics, de la construction, de l'habitat, des postes et télécommunications (chapitre 1, article 2 du budget autonome de la caisse d'épargne du Togo).

Le présent arrêté a effet pour compter du 25 juillet 1976.

Arrêté n° 878-MJFPT du 19-9-77 — M. Keke Kodjovi (Clément), attaché d'administration de 1re classe 2e échelon (catégorie A2 — indice 1600) en service au ministère du commerce et des transports (direction du commerce), titulaire de la licence en droit de l'université du Bénin, est intégré dans

la hiérarchie supérieure au grade d'administrateur civil 3e échelon (catégorie A1 — indice 1600) pour compter du 23 juin 1977 (A.C. 4 mois 1 jour).

Le présent arrêté a effet au point de vue de la solde pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 880/MJ/FP/T du 19-9-77 — Mme d'Almeida Afiwa Marcelle-Lucie), attaché d'administration de 2e classe 2e échelon (catégorie A2-indice 1200), diplômée de l'école nationale des impôts de Clermont-Ferrand (France), est rayée du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale et intégrée dans celui des contributions directes en qualité d'inspecteur de 2e classe 2e échelon (catégorie A1-indice 1450) pour compter du 27 février 1977.

Arrêté n° 884-MJFPT du 19-9-77 — M. Schneider Kodjo Elom (Ernest), attaché d'administration de 1re classe 3e échelon du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, titulaire de la licence en droit de l'université du Bénin, est intégré dans la hiérarchie supérieure en qualité d'administrateur civil 4e échelon (catégorie A1 — indice 1750) pour compter du 23 juin 1977 (AC : 1 an 4 mois 8 jours) et conserve son affectation actuelle.

Arrêté n° 885-MJFPT du 19-9-77 — M. Agba Comla, employé de bureau permanent de 6e catégorie échelle A, titulaire du brevet d'études du premier cycle du second degré (B EPC) et du probatoire du baccalauréat de l'enseignement du second degré (série G1), est admis dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'adjoint administratif de 2e classe 2e échelon stagiaire (catégorie C-indice 600) et reste mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique chapitre 24, article 4, paragraphe 8 du budget général).

Le présent arrêté a effet pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 901-MJFPT du 23/9/77 — Les agents permanents des différents services de la direction des postes et télécommunications ci-après désignés, admis au concours direct ouvert par arrêté n° 1257-MJ-FP-T du 27 décembre 1976, sont nommés dans le corps des fonctionnaires des postes et télécommunications dans les conditions suivantes et restent mis à la disposition du ministre de l'équipement, de l'habitat, des postes et télécommunications (chapitre 26, article 10 du budget général):

#### **Cadre des préposés de 2e classe 1er échelon stagiaires (catégorie D-indice 270)**

Freitas Talata, née Issifou, employée de bureau permanente 3e catégorie échelle A.

Boundjou Napo, employé de bureau permanent 3e catégorie échelle B.

Kounke Djatougbe Nutefewola, téléphoniste permanente 3e catégorie échelle D.

#### **Cadre des agents spécialisés de 2e classe 1er échelon stagiaires (catégorie D-indice 270)**

Keleka Essopassi Tchessiwa, gardien permanent 1re catégorie échelle A.

Moussa Moustafa, aide-soudeur permanent 2e catégorie échelle B.

Les agents dont la rémunération serait supérieure au traitement correspondant à leur nouvelle situation conserveront à titre personnel le bénéfice de leur salaire jusqu'à ce que, par le jeu de l'avancement normal, ils atteignent des émoluments égaux ou supérieurs.

Le présent arrêté a effet pour compter du 7 avril 1977.

Arrêté n° 903-MJFPT du 23-9-77 — Mlle Foadey Ayaba Talè Loloto, employée de bureau permanente 6e catégorie échelle B, admise au concours direct ouvert par arrêté n° 1257-MJFPT du 27 décembre 1976, est nommée dans le corps des fonctionnaires des postes et télécommunications en qualité d'agent d'exploitation de 2e classe 1er échelon stagiaire (catégorie C-indice 550) et reste mise à la disposition du ministre de l'équipement, de l'habitat, des postes et télécommunications (chapitre 26, article 10 du budget général).

Mlle Foadey dont la rémunération serait supérieure au traitement correspondant à sa nouvelle situation, conservera à titre personnel le bénéfice de son salaire jusqu'à ce que, par le jeu de l'avancement normal, elle atteigne des émoluments égaux ou supérieurs.

Le présent arrêté a effet pour compter du 12 mai 1977.

#### **Admissions**

Arrêté n° 852-MJ-FP-T du 13-9-77 — Est et demeure rapporté en ce qui concerne M. Koutoglo Komlan l'arrêté n° 1150-MJ-FP-T du 1er décembre 1976 portant nomination.

M. Koutoglo Komlan, reçu au certificat élémentaire d'aptitude pédagogique (CEAP), session de 1971 en République du Mali, est admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteur-adjoint de 3e classe 1er échelon (catégorie C-indice 550) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 24, article 6 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 871-MJ-FP-T du 17/9/77 — M. Ayeva Derman Abdel-Kader, titulaire du diplôme de docteur en médecine de la faculté mixte de médecine et de pharmacie de l'université de Bordeaux et du certificat d'études spéciales de chirurgie générale de l'université de Bordeaux II, est admis dans le corps du personnel médical et technique de la santé publique en qualité de médecin ordinaire 2e échelon (catégorie A1-indice 1450) et mis à la disposition du ministre de la santé publique, des affaires sociales et de la promotion féminine (chapitre 22, article 5 du budget général).



Une bonification d'ancienneté de quatre (4) ans est accordée à M. Ayeva pour ses études spéciales de chirurgie générale, en application des dispositions de l'article 6 du décret n° 62-86 du 19 juin 1962.

La situation administrative de M. Ayeva est reprise comme suit :

- Médecin ordinaire 2e échelon + bonification 4 ans
- Médecin ordinaire 3e échelon + bonification 2 ans
- Médecin ordinaire 4e échelon (bonification épuisée).

Une bonification d'ancienneté de 1 an 9 mois 10 jours est accordée en outre à M. Ayeva pour les services antérieurs qu'il a accomplis dans la fonction publique française du 1er janvier 1975 au 31 août 1977.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 872-MJ-FP-T du 16-9-77 — Mme Adamon Ko-koé (Jocelyne Brigitte) née Foadey, titulaire du diplôme d'Etat de pharmacien de l'université Claude-Bernard de Lyon (France), est admise dans le corps du personnel médical et technique de la santé publique en qualité de pharmacien ordinaire 1er échelon (catégorie A1-indice 1300) et mise à la disposition du ministre de la santé publique, des affaires sociales et de la promotion féminine (chapitre 22, article 5 du budget général).

Une bonification d'ancienneté d'un (1) an est accordée à Mme Adamon pour ses études spéciales de pharmacie industrielle et de pharmacie Galénique, en application des dispositions de l'article 6 du décret n° 62-86 du 19 juin 1962.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressée.

Arrêté n° 874-MJ-FP-T du 16-9-77 — MM. Adanledji Komi Kugblenu et Zakari Abdoulaye, titulaires du diplôme d'agent technique de l'école de statistique de Yaoundé (République Unie du Cameroun), sont admis dans le corps des fonctionnaires de la statistique générale en qualité d'agents techniques de 2e classe 2e échelon stagiaires (catégorie C-indice 600) et mis à la disposition du ministre du plan, du développement industriel et de la réforme administrative (chapitre 30, article 6 du budget général).

La présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service des intéressés.

Arrêté n° 877-MJ-FP-T du 16/9/77 — M. Bayor Mousbaou, titulaire du diplôme d'Etat de pharmacien de l'université de Dakar, est admis dans le corps du personnel médical et technique de la santé publique au grade de pharmacien ordinaire 1er échelon (catégorie A1-indice 1300) et mis à la disposition du ministre de la santé publique, des affaires sociales et de la promotion féminine (chapitre 22, article 5 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 879-MJ-FP-T du 19/9/77 — Est et demeure, rapporté l'arrêté n° 12-MJ-FP-T du 7 janvier 1977 portant intégration.

Les agents d'exploitation des postes et télécommunications ci-après désignés, titulaires de la capacité en droit et du diplôme de contrôleur des postes et télécommunications de l'école nationale des postes et télécommunications de Rufisque (République du Sénégal), sont intégrés dans la hiérarchie supérieure en qualité de contrôleurs de 2e classe 2e échelon stagiaires (catégorie B-indice 850) et restent mis à la disposition du ministre de l'équipement, de l'habitat, des travaux publics de la construction, des postes et télécommunications (chapitre 27, article 10 du budget général) :

Gbemou Atsutsé (Mathieu), agent d'exploitation de 2e classe 3e échelon

Kombate Léné (Mathurin), agent d'exploitation de 2e classe 3e échelon

de Souza Montey Yaovi (Simon), agent d'exploitation de 2e classe 3e échelon.

Le présent arrêté a effet pour compter du 29 juillet 1976 en ce qui concerne MM. Gbemou et Kombate et du 6 août 1976 en ce qui concerne M. de Souza.

Arrêté n° 893-MJFPT du 21-9-77 — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 1020-MJ-FP-T du 25 octobre 1976 portant nomination d'instituteurs adjoints en ce qui concerne Mlle Kouigan Aholoussi.

Arrêté n° 894-MJ-FP-T du 21/9/77 — Mlle Atchoribo Abra Dogbeda Kekeli, titulaire du baccalauréat de l'enseignement du second degré, est admise dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'institutrice de 2e classe 1er échelon stagiaire (catégorie B-indice 750) et mise à la disposition du ministre de la jeunesse, des sports et de la culture (chapitre 32, article 8 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressée.

Arrêté n° 895-MJFPT du 21-9-77 — Les candidats ci-après désignés, titulaires du brevet d'études du premier cycle du second degré (BEPC), sont admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteurs-adjoints de 3e classe 1er échelon stagiaires (catégorie C — indice 550) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 24, article 7 du budget général) :

Abuga Kossi Zétudu

Komlavi Komi Aménidévé

Ametefe Kokou Menshavi Nunyoamé.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service des intéressés.

Arrêté n° 896-MJFPT du 21-9-77 — M. Ayivi Kangni Kodjo Delavi, diplômé de l'école supérieure des techniques économiques et de gestion (option gestion) de l'université du Bénin, est admis dans le cadre interministériel des fon-

tionnaires de l'administration générale en qualité d'attaché d'administration de 2e classe 1er échelon stagiaire (catégorie A2 — indice 1100) et mis à la disposition du ministre du plan, du développement industriel et de la réforme administrative (chapitre 30, article 4, paragraphe 3 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 899-MJ-FP-T du 23/9/77 — Les candidats ci-après désignés, admis au concours direct ouvert par arrêté n° 1257-MJ-FP-T du 27 décembre 1976, sont nommés dans le corps des fonctionnaires des postes et télécommunications dans les conditions suivantes et mis à la disposition du ministre de l'équipement, de l'habitat, des postes et télécommunications (chapitre 26, article 10 du budget général) :

**Cadre des agents d'exploitation de 2e classe 1er échelon stagiaires (catégorie C — indice 550) :**

Samtoug Agbessi	Afambo Ayékpo Féliho
Kuadjovi Ayédéwou Anani	Assani Anafiou
Arouna Amidou	Adam Abdoussalam
Adam A. Djimi	Akakpo Komla Zankpé

**Cadres des agents des I.E.M. de 2e classe 1er échelon stagiaires (catégorie C — indice 550)**

Nikouegan Nikoué	Agonou Kokou Bouémékpo
Kwadjovie Assaba Ami	Akouété Komla Sénamé.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service des intéressés.

Arrêté n° 900-MJ-FPT du 23-9-77 — Les candidats ci-après désignés, admis au concours direct ouvert par arrêté n° 1257-MJ-FPT du 27 décembre 1976, sont nommés dans le corps des fonctionnaires des postes et télécommunications dans les conditions suivantes et mis à la disposition du ministre de l'équipement, des travaux publics, de la construction, de l'habitat, des postes et télécommunications (chapitre 26, article 10 du budget général) :

**Cadres des préposés de 2e classe 1er échelon stagiaires (catégorie D — indice 270)**

Daku Y. Yao Mensa	Bokor Kuma Kanazogo
Djondo Abalo	Kissi Zinsè
Djobo Atakora	Zoumavor K.-N. Agbenyowou
Segnon Tovi Messiga	Ayena Hodonou Edoh
Baboaba Allassani	Essoh Kokou
Tcheinti-Nabine K. Kpapo	Amevor Kwami Kubalé
Farda Manglibè	Sossah-Tado K., née Gbare
Badayague P. Didjayéfèi	Gneni Tchagbatao
Djondo Kodjo Arouka	Anlovi K. Edoh Venyo
Kpagnali Adjé Makdjéne	Egle Komi Dotse
Kpoti Comlanvi	Akpandja Danwuini.

**Cadre des agents spécialisés de 2e classe 1er échelon stagiaires (catégorie D — indice 270)**

Bledu Komla Wobube	Manda Gnirou Wéléwéléka
Kpegba Edoh Doményo	Mibiba Komlan
Ohoussi Akakpo Koffigan	Teko-Agbo Assiongbon
Amezian Kokou Kouma	Afeku Kokou Honyo
Vossah Komlavi Della	Kpadenou Hounkpati
Amewuho Komi Kadza	Boulenga Oyombo
N'Souvi Adjété	Dzolevo Koffi
Hognon Vissin Amédjéamé	Kassang Edjamféitom
Sondo Lemwaï Doliféité	Kaho Koffi
Mignanou Kossi	Tchedre Panaten
Tika Ayawo Agbenoxevi	Bouyo Kpatcha Bahaktom.
Tetegan Séwa	

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service des intéressés.

Arrêté n° 902-MJ-FPT du 23/9/77 — M. Koumi Ahlin Zano, diplômé de l'école supérieure des techniques économiques et de gestion (option gestion) de l'université du Bénin est admis dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'attaché d'administration de 2e classe 1er échelon stagiaire (catégorie A2 — indice 1100) et mis à la disposition du ministre du plan, du développement industriel et de la réforme administrative (chapitre 30, article 4, paragraphe 1 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 905-MJ-FPT du 27-9-77 — M. Kodjovi Ayawo, titulaire du certificat du centre d'études supérieures du tourisme de l'université de Paris I — Panthéon-Sorbonne (France), est admis dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'attaché d'administration de 2e classe 1er échelon stagiaire (catégorie A2 — indice 1100) et mis à la disposition du haut-commissaire au tourisme (chapitre 6, article 7, paragraphe 3 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 906-MJ-FP-T du 27-9-77 — M. Missou Assogba Koffi Dihenema, titulaire du diplôme d'ingénieur agronome d'exécution de l'école supérieure d'agronomie de l'université du Bénin, est admis dans le corps des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits en qualité d'ingénieur d'agriculture de 2e classe 2e échelon stagiaire (catégorie A2-indice 1200) et mis à la disposition du ministre de l'aménagement rural (chapitre 34, article 10 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 907-MJ-FP-T du 27/9/77 — M. Akue Kpakpo Nubuêke, titulaire du diplôme d'ingénieur agronome d'exécution de l'université du Bénin, est admis dans le corps des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits en qualité d'ingénieur des travaux agricoles de 2e classe 2e échelon stagiaire (catégorie A2-indice 1200) et mis à la disposition du ministre du plan, du développement industriel et de la réforme administrative (chapitre 30, article 4, paragraphe 3 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 908-MJFPT du 27-9-77 — Mlle Yaovi Maoulé, titulaire du brevet d'études du premier cycle du second degré (B.E.P.C.), est admise dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'institutrice-adjointe de 3e classe 1er échelon stagiaire (catégorie C-indice 550) et mise à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 24, article 7 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressée.

Arrêté n° 909-MJFPT du 27-9-77 — M. Komlan Blèounou, titulaire de la licence en droit de l'université du Bénin, est admis dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'attaché d'administration de 2e classe 1er échelon stagiaire (catégorie A2-indice 1100) et mis à la disposition du ministre de la jeunesse, des sports et de la culture (chapitre 32, article 6 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 910-MJ-FP-T du 27-9-77 — M. Ahiawonu Kuma, titulaire du general certificate of education (ordinary level), est admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteur-adjoint de 3e classe 1er échelon stagiaire (catégorie C-indice 550) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 24, article 6 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 911-MJFPT du 27-9-77 — M. Agbevor Yawo Lovi, titulaire du general certificate of education (ordinary level), est admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteur-adjoint de 3e classe 1er échelon stagiaire (catégorie C-indice 550) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 24, article 6 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 912-MJFPT du 27-9-77 — M. Tsogbe Kossi Ségan, titulaire de la licence en droit de l'université du Bénin, est admis dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'attaché d'administration de 2e classe 1er échelon stagiaire (catégorie A2-indice 1100) et mis à la disposition du ministre de la jeunesse, des sports et de la culture (chapitre 32, article 6 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

### Détachements

Arrêté n° 804-MJFPT du 25-8-77 — Mme Gnassounou Amélé (Léontine), infirmière d'Etat de 1re classe 1er échelon du corps du personnel médical et technique de la santé publique, est placée dans la position de détachement pour servir auprès de la société togolaise d'hydrocarbures (Raffinerie de Pétrole) à Lomé.

Durant la période du détachement, les émoluments de Mme Gnassounou ainsi que la contribution complémentaire à la caisse de retraites du Togo seront à la charge de la S.T.H.

L'intéressée subira sur son traitement indiciaire de base la retenue pour pension de 6%

Le présent arrêté a effet pour compter du 17 août 1977.

Arrêté n° 836-MJFPT du 7-9-77 — M. Lawson Laté Attikpassoh (Michel), adjoint technique principal 2e échelon du corps des fonctionnaires de la météorologie et de l'aéronautique civile, en service à Lomé est placé dans la position de détachement pour cinq ans auprès de la direction générale de l'ASECNA à Dakar (République du Sénégal).

Durant la période du détachement, les émoluments de M. Lawson ainsi que la contribution complémentaire à la caisse de retraites du Togo seront à la charge de l'ASECNA.

L'intéressé subira sur son traitement indiciaire de base la retenue pour pension de 6%.

Le présent arrêté a effet pour compter du 1er septembre 1977.

Arrêté n° 837 - MJFPT du 7-9-77 — M. Batascome Thofatam (Alex), ingénieur-adjoint d'agriculture de 2e classe 2e échelon du corps des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits, en service au ministère du développement rural, est placé dans la position de détachement pour servir auprès de l'office des produits agricoles du Togo (O.P.A.T.).

Durant la période du détachement, les émoluments de M. Batascome ainsi que la contribution complémentaire à la caisse de retraites du Togo seront à la charge de l'O.P.A.T.

L'intéressé subira sur son traitement indiciaire de base la retenue pour pension de 6%.

Le présent arrêté a effet pour compter du 1er août 1977.

Arrêté n° 888-MJFPT du 21-9-77 — Il est mis fin au détachement de M. Gaba Ekué (Moïse), attaché d'administration de 2e classe 3e échelon du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale auprès de la société nationale d'investissement (S.N.I.) pour compter du 17 août 1977.

L'intéressé est remis à la disposition du ministre du plan, du développement industriel et de la réforme administrative pour compter de la même date.

Arrêté n° 889-MJFPT du 21-9-77 — M. Amavi Ayi (Prosper), inspecteur central de 3e classe 2e échelon du corps des fonctionnaires du trésor en service à Lomé, est placé dans la position de détachement pour servir auprès de la société togolaise d'hydrocarbures (raffinerie de pétrole) à Lomé.

Durant la période du détachement, les émoluments de M. Amavi ainsi que la contribution complémentaire à la caisse de retraites du Togo seront à la charge de la S.T.H.

L'intéressé subira sur son traitement indiciaire de base la retenue pour pension de 6%.

Le présent arrêté a effet pour compter du 2 novembre 1976.

### Radiation

Arrêté n° 840-MJFPT du 7-9-77 — M. Samlan Kodzo Messan, secrétaire d'administration de 2e classe 1er échelon du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, admis au concours direct pour le recrutement des animateurs de programmes, est rayé des effectifs du personnel de l'administration générale pour compter du 9 mars 1977.

### Démission

Décision n° 2451-MJFPT du 21-9-77 — Est acceptée pour compter du 3 janvier 1977, la démission de son emploi offerte par M. Mensah Séwa, instituteur-adjoint de 3e classe 1er échelon stagiaire, en service à l'école primaire publique d'Akodessewa.

### Retraite

Arrêté n° 815-MJFPT du 30-8-77 — Est rapporté l'arrêté n° 733-MJFPT du 26 juillet 1977 portant admission à la retraite de Mme Amenyah, née Doe Bruce Akouélévi (Rosaline).

Mme Amenyah, née Doe Bruce Akouélévi (Rosaline), infirmière d'Etat principale 2e échelon du corps du personnel médical et technique de la santé publique, en service à la pharmacie d'Etat à Lomé, est admise sur sa demande à faire

valoir ses droits à une pension de retraite pour compter du 14 octobre 1977, avec jouissance immédiate, en application des dispositions de l'article 5-3e de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963 et de l'article 16-II (dernier alinéa) de la même loi.

### Rectificatifs

**RECTIFICATIF du 19-9-77 à l'arrêté n° 95-MJFPT du 7 février 1977 portant intégration.**

Les instituteurs-adjoints ci-après désignés, admis au concours du certificat d'aptitude pédagogique (C.A.P.), session de 1975, sont intégrés ainsi qu'il suit dans le cadre des instituteurs (catégorie B) pour compter du 1er janvier 1976 :

#### Après :

Kponton (Edouard)

#### Au lieu de :

Ouro-Gbeleou Bang'Na Idrissou, instituteur-adjoint de 2e classe 1er échelon (indice 750) A.C. 1 an

#### Lire :

Ouro-Bang'Na Tchaticpi, instituteur-adjoint de 3e classe 4e échelon (indice 700) A.C. néant.

Le reste sans changement.

## MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE, DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA PROMOTION FEMININE

### Dates des examens de l'école de sages-femmes

Décision interministérielle n° 230-MSPASPF-MENRS du 23-9-77 — La deuxième session des examens de passage de 2e en 3e année et ceux pour l'obtention du diplôme de sage-femme auront lieu à Lomé à partir du 3 octobre 1977.

La composition du jury est la suivante :

#### A — Jury de l'examen de deuxième année

**Président :** Docteur Adjamagbo

**Membres :** Les professeurs de l'école

#### B — Jury de l'examen du diplôme d'Etat

**Président :** Professeur Vovor, directeur de l'école

**Membres :** Les professeurs de l'école.

La surveillance des épreuves sera assurée par les monitrices de l'école.

Le procès-verbal ainsi que les résultats seront adressés aux ministre de la santé publique, des affaires sociales et de la promotion féminine et de l'éducation nationale et de la recherche scientifique et à M. le doyen de la faculté de médecine et de pharmacie de Dakar.

## MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

### DECISION N° 362-MEN-RS du 23 septembre 1977 fixant les dates des congés scolaires pour l'année académique 1977-1978.

LE MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE  
ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE,

Vu l'ordonnance n° 16 du 6 mai 1975 portant réforme de l'enseignement ;

Vu le décret n° 67-22 du 26 janvier 1967 définissant les compétences ministérielles en matière de recrutement, d'administration et de gestion des diverses catégories de personnel,

#### DECIDE :

Article premier — En sus des jours fériés réglementaires, les dates des congés scolaires pour l'année académique 1977-1978 pour tous les degrés d'enseignement sont fixés comme suit :

#### Fin du premier trimestre

Du vendredi 16 décembre 1977 au soir  
au mardi 3 janvier 1978 au matin

#### Fin du deuxième trimestre

Du vendredi 10 mars 1978 au soir  
au mardi 28 mars 1978 au matin

#### Fin du troisième trimestre

Du vendredi 30 juin 1978 au soir  
au lundi 11 septembre 1978 au matin.

Art. 2. — La période allant du 1er juin 1978 au 30 juin 1978 sera consacrée aux examens de fin d'année.

Art. 3. — La présente décision sera publiée et communiquée partout où besoin sera.

Lomé, le 23 septembre 1977

Lassissi Dikéni Kérin

#### Nominations

Décision n° 323-MEN-RS du 7-9-77 — Est et demeure rapportée la décision n° 211-MEN-RS du 28 juin 1977 portant mutation et nomination de directeurs de CEG en ce qui concerne Messieurs Toyisson Bamaze et Tchitou Moustaphiou.

M. Toyisson Bamaze est nommé directeur du CEG de Bangéli.

M. Tchitou Moustaphiou est affecté au CEG de Kabou sous ordre.

La présente décision prend effet pour compter de la date de signature.

Décision n° 328-MEN-RS du 9-9-77 — Est et demeure rapportée la décision n° 231-MEN en date du 28 août 1975 portant nomination d'un surveillant général au lycée de Pya.

M. Guinhouya Komivi, professeur technique de 3e classe 3e échelon en service au lycée de Tokoin est nommé surveillant général du lycée de Pya en remplacement de M. Bikassa Kossi, remis à la disposition du directeur de l'enseignement du premier degré.

M. Tengue (Jean), instituteur-adjoint de 3e classe 4e échelon est nommé surveillant général du lycée de Dayes-Apéyémé.

La présente décision prend effet pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 50-MEN-RS du 12-9-77 — M. Gbogloh Komi Amétépé, instituteur de 2e classe 1er échelon stagiaire en service au lycée technique Eyadéma à Lomé est nommé surveillant général dudit établissement.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de signature.

Arrêté n° 51-MEN-RS du 12-9-77 — Sont et demeurent rapportés les arrêtés n° 27-MEN du 16 juillet 1975 portant nomination de censeur au lycée de Tokoin et n° 26-MENRS du 15 juillet 1977 portant nomination de directeur des études pour la section ENI.

M. Agbodjan Labité, professeur de 2e classe 2e échelon est nommé proviseur du lycée de Tokoin en remplacement de M. Ajavon appelé à d'autres fonctions par arrêté n° 42-MENRS du 10 août 1977.

M. Kazi Dadja, professeur de 3e classe 2e échelon est nommé censeur du lycée de Tokoin en remplacement de M. Agbodjan appelé à d'autres fonctions.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de signature.

Arrêté n° 54-MENRS du 21-9-77 — M. Kogoe Akrima, inspecteur du 3e degré, titulaire du doctorat du 3e cycle de lettres modernes et du diplôme d'études approfondies d'histoire est nommé directeur-adjoint de l'enseignement du troisième degré.

Le présent arrêté prend effet pour compter du 9 juillet 1977.

Arrêté n° 55-MENRS du 22-9-77 — M. Adja-Poroky Kagnan, professeur de 3e classe 3e échelon est nommé directeur des études pour la section ENS en remplacement de M. Kazi Dadja appelé à d'autres fonctions par arrêté n° 51-MENRS du 12 septembre 1977.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de signature.

Arrêté n° 56-MEN-RS du 22-9-77 — M. Djagli Kokouvi (Blaise), secrétaire dactylographe permanent de 4e catégorie échelle C, en service au lycée d'Amlamé, est nommé économiste dudit établissement.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de signature.



Arrêté n° 57-MEN-RS du 22-9-77 — Sont et demeurent rapportés les arrêtés n° 66-MENRS du 25 novembre 1974 portant nomination du chef de section régionale de la DIOSUP à Lama-Kara et n° 46-MENRS du 28 octobre 1976 portant nomination du chef du DIOSUP de Kpalimé.

M. Kponsou Comlanvi, attaché d'administration scolaire et universitaire de 2e classe 2e échelon est nommé chef du DIOSUP de Kpalimé en remplacement de M. Adjogbovie Edah.

M. Adjogbovie Edah, instituteur de 2e classe 3e échelon, précédemment chef du DIOSUP de Kpalimé est nommé chef de la section régionale de la DIOSUP à Lama-Kara en remplacement de M. Dandara Kézié, appelé à d'autres fonctions.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de prise de service des intéressés.

### MINISTERE DU PLAN, DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET DE LA REFORME ADMINISTRATIVE

#### Autorisations de virement

Décision n° 146-MPDIRA-DGPD-SFCEP du 25-8-77 — Est autorisé le virement au profit du centre de la construction et du logement à son compte ouvert dans les écritures du trésorier-payeur du Togo à Lomé sous le n° 125 de la somme de vingt millions (20.000.000) de francs CFA représentant la contribution togolaise à l'équipement du centre pour les opérations d'habitat.

La dépense, imputable sur le budget d'investissement et d'équipement 1977, titre II, chapitre 8, article 1, paragraphe 1, rubrique a (CF n° 165-77 du 21 juillet 1977), sera mandatée au nom du trésorier-payeur.

Décision n° 149-MPDIRA/DGPD/SFCEP du 7-9-77 — Est autorisé le virement au profit de la ferme avicole de Baguida à son compte ouvert dans les écritures du trésorier-payeur du Togo sous le n° 010 de la somme de cinq millions (5.000.000) de francs CFA pour permettre au directeur de la ferme d'effectuer l'achat de poussins, d'oisons, de pièces de rechange pour le malaxeur à grains, d'un malaxeur à coquilles d'huîtres et des produits vétérinaires auprès des fournisseurs étrangers.

La dépense est imputable sur le budget d'investissement et d'équipement 1977, titre III, chapitre 3, article 2, paragraphe 1, rubrique a (CF n° 122-77 du 14 juin 1977).

Décision n° 151-MPDIRA-DGPD-SFCEP du 7-9-77 — Est autorisé le paiement en faveur de HUMPHREYS AND GLASGOW Ltd, 22 Carlisle Place London SW1, à son compte ouvert à l'union togolaise de banque (UTB) à Lomé sous le n° 60.283, de la somme de cinq millions cinq cent trente deux mille cent quatre vingt quatre (5.532.184)

francs CFA en règlement de ses factures n°s 211, 212, 214, 216, 217, 219 émises en application des clauses du contrat du 20 juillet 1971 et ses avenants.

La dépense est imputable sur le budget d'investissement et d'équipement 1977, titre IV, chapitre 4, article 3, paragraphe 1, rubrique a (CF n° 180-77 du 9 août 1977).

#### Nomination

Décision n° 150-MPDIRA du 7-9-77 — Est et demeure rapportée la décision n° 13 du 1er février 1973 portant nomination de M. Géraldo Mohamed Moudacir en qualité de billeteur du personnel de la direction générale du plan et du développement.

M. Senou Tossa, secrétaire d'administration de 2e classe 2e échelon est nommé billeteur du personnel de la direction générale du plan et du développement en remplacement de M. Géraldo Mohamed Moudacir appelé à d'autres fonctions.

La présente décision prend effet pour compter du 1er janvier 1977.

### MINISTERE DE L'AMENAGEMENT RURAL

#### Affectations — Nominations

Décision n° 265-MAR-FC du 20-9-77 — M. Lawson Teyi Agbozonli Ekpon, surveillant des forêts et chasses de 5e catégorie échelle A, précédemment en service à la brigade forestière de Naboulgou, est muté au casernement du parc national et de la réserve de chasses de la Kéran à Naboulgou (circonscription administrative de Kanté) en qualité de guide de chasse.

Le salaire de l'intéressé reste imputable au chapitre 34 — article 4 — paragraphe 1 du budget général.

La présente décision a effet pour compter de la date de sa signature.

Décision n° 267-MAR-FC du 21-9-77 — M. Wilson Adjété Jrowoanewo, ingénieur-adjoint des forêts et chasses de 3e classe 2e échelon, précédemment chef des divisions contentieux et opérationnelle à la direction des forêts et chasses à Lomé, est nommé chef de l'inspection forestière de la région maritime par intérim avec résidence à Lomé, en remplacement de M. Ali Adam Ahoussintché, désigné à suivre un stage de 2 ans à l'école faune de Garoua (République Unie du Cameroun).

Les émoluments de l'intéressé restent imputables au chapitre 34 — article 4 — paragraphe 1 du budget général.

La présente décision prend effet pour compter de sa date de signature.

## DIVERS

## MINISTERE DE L'INTERIEUR

## Interdiction de séjour

Arrêté n° 162-INT/SG/APA/AA du 16-9-77 — Le séjour sur toute l'étendue du territoire de la République togolaise est interdit :

a) pour une durée de cinq ans à compter du 22 décembre 1977 date de sa libération, au nommé Boula Moussa, détenu à la prison civile d'Atakpamé, né vers 1950 à Ouagadougou (République de la Haute-Volta), fils de feu Boula Paté et de Moumouni Sétou, bouvier domicilié à Kougnohou (Badou), condamné pour vol à un an de prison et **cinq ans d'interdiction de séjour** par jugement en date du 23 mars 1977 du tribunal correctionnel d'Atakpamé (FD. 13111 — 22233).

b) pour une durée de cinq ans à compter du 25 août 1977 date de sa libération, au nommé Massere Egbé, détenu à la prison civile d'Atakpamé, né vers 1954 à Tohou, fils de Massere Amoussou et de Houndossi Lohégnon, meunier, domicilié à Tohou (Notsé), condamné pour recel à six (6) mois de prison et **cinq ans d'interdiction de séjour** par jugement en date du 6 avril 1977 du tribunal correctionnel d'Atakpamé (FD. 11121 — 25222).

c) pour une durée de cinq ans à compter du 16 septembre 1977 date de sa libération, au nommé Salami Karimou, détenu à la prison civile d'Atakpamé, né vers 1932 à Abéokuta (Nigéria), fils de Salami et de Adjolagbe Papassadé, cultivateur, domicilié à Anié (Atakpamé) condamné pour vol et rupture de ban à six (6) mois de prison et **cinq ans d'interdiction de séjour** par jugement en date du 11 mai 1977 du tribunal correctionnel d'Atakpamé (FD. 33143 — 43232).

d) pour une durée de cinq ans à compter du 21 septembre 1977 date de sa libération, au nommé Moussa Amadou, détenu à la prison civile d'Atakpamé, né vers 1957 à Béléyara (République du Niger), fils de feu Moussa Mascwell et de Fanta, commerçant domicilié à Atakpamé (quartier Djama), condamné pour tentative de vol à six (6) mois de prison et **cinq ans d'interdiction de séjour** par jugement en date du 15 juin 1977 du tribunal correctionnel d'Atakpamé (FD. 33333 — 33333).

e) pour une durée de cinq ans à compter du 6 octobre 1977 date de sa libération, au nommé Hamadou Belko dit «Dogo», détenu à la prison civile d'Atakpamé, né vers 1940 à Koupéla (République de Haute-Volta), fils de Hamadou Togoré et de Diko, bouvier, domicilié à Gléi (Atakpamé), condamné pour détournement de deux bœufs à six (6) mois de prison et **cinq ans d'interdiction de séjour** par jugement en date du 6 juillet 1977 du tribunal correctionnel d'Atakpamé (FD. 11121 — 22262).

f) pour une durée de cinq ans à compter du 15 octobre 1977 date de sa libération, au nommé Ahoyo (Pierre), né vers 1942 à Abomey (République Populaire du Bénin), fils de Ahoyo Ekpabé et de Nan Yakpo, cultivateur, domicilié à Evou-Apégamé (Amlamé), condamné pour escroquerie à six (6) mois de prison et **cinq ans d'interdiction de séjour**

par jugement en date du 10 août 1977 du tribunal correctionnel d'Atakpamé (FD. 11134 — 43232).

4

Les infractions au présent arrêté seront sanctionnées conformément aux dispositions de l'article 45 du code pénal.

Les chefs de circonscription et le directeur de la sûreté nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

## Secrétaires de chefs de canton

Décision n° 151/INT/SG/APA/AP du 29-9-77 — M. Agna Kézié est nommé secrétaire du chef de canton de Aouda (circonscription administrative de Sotouboua) en remplacement de M. Fao Téloudé Kpégui, démissionnaire.

L'intéressé percevra, en cette qualité, une indemnité annuelle de 56.000 F (cinquante-six mille francs) imputable au budget général, exercice 1977, chapitre 14, article 6, paragraphe 2.

La présente décision a effet pour compter de la date de signature.

Décision n° 152/INT/SG/APA/AP du 28-9-77 — M. Yable N'tabakibié est nommé secrétaire du chef de canton de Katchamba (circonscription administrative de Bassar), en remplacement de M. Bapa Dokibé, démissionnaire.

L'intéressé percevra, en cette qualité, une indemnité annuelle de 48.000 f (quarante huit mille francs) imputable au budget général, exercice 1977, chapitre 14, article 6, paragraphe 2.

La présente décision a effet pour compter de la date de signature.

MINISTERE DES FINANCES  
ET DE L'ECONOMIEConcession de pensions de retraite,  
de veuve et d'orphelin

Arrêté n° 306/MFE/CR du 16-9-77 — Une pension militaire proportionnelle (pourcentage 46%) au montant annuel de cent soixante douze mille huit cent cinquante six (172.856) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Boue Kézié, caporal chef 5e échelon n° mle 12075 du corps du personnel du 1er régiment interarmes togolais (indice 575) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er juin 1977.

M. Boue Kézié pourra prétendre, pour compter du 1er juin 1977 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1er au 10e rang) ci-après désignés:

Essoham, née le 28 août 1964

Bidemnawé, né le 1er septembre 1966

Binamnèwè, née le 6 octobre 1967

Badandou, née le 1er novembre 1967

Massouawai, née le 4 juin 1970  
 Papanam, né le 11 novembre 1971  
 Béyebannani, née le 30 août 1973  
 Makanawé, née le 24 octobre 1973  
 Bélakéani, né le 25 juin 1974  
 Mawoboue, né le 8 mars 1975.

Arrêté n° 307-MFE-CR du 16-9-77 — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 174-MFE-CR du 25 mai 1977 modifiant les articles 2 et 4 de l'arrêté n° 188-MFEP-CR du 24 juillet 1971 portant concession d'une pension de veuve et d'orphelin aux ayants-cause de M. Ocloo Komi (Elias), agent d'exploitation des postes et télécommunications décédé.

Arrêté n° 309-MFE-CR du 27-9-77 — Une pension pour ancienneté (pourcentage 74%) au montant annuel de deux cent quatre vingt dix mille cent soixante quatre (290.164) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Gnongbo Tchoro Agbangba, infirmier d'Etat de 2e classe 2e échelon du corps du personnel de la santé publique du Togo (indice 600) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er avril 1977.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Gnongbo Tchoro Agbangba pour compter du 1er avril 1977, une majoration pour famille nombreuse au taux de 25 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 6e rang) ci-après désignés :

Lami, née le 24 janvier 1946  
 Azima, née le 6 octobre 1951  
 Nabiya, né le 21 juillet 1955  
 Djobo, né le 11 décembre 1955  
 Koumgon, né le 7 janvier 1958  
 Banawayi, né le 18 février 1958.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à soixante douze mille cinq cent quarante quatre (72.544) francs pour compter du 1er avril 1977.

M. Gnongbo Tchoro Agbangba pourra prétendre, pour compter du 1er avril 1977 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7e au 19e rang) ci-après désignés :

Béwétouna, née le 12 mai 1958  
 Akime, née le 4 septembre 1959  
 Tchakorome, né le 5 janvier 1960  
 Téouwanignèridou, née le 15 avril 1961  
 Akpo, né le 15 avril 1961  
 Akpaki, né le 14 janvier 1963  
 Gado, né le 8 novembre 1963  
 Kpakpatourou, né le 24 janvier 1965  
 Gnonho, né le 27 février 1967  
 Karadima, né le 14 novembre 1967  
 Sama, né le 11 avril 1970  
 N'nayao, née le 11 septembre 1972  
 Kayiba, né le 8 décembre 1974.

Arrêté n° 312/MFE/CR du 27-9-77 — L'article 5 de l'arrêté n° 181-MFE-CR du 2 avril 1973 portant concession de pension de veuve et d'orphelin aux ayants cause de M. Folikoue (Robert), chef de train échelle 1 échelon 7 du corps du personnel des chemins de fer du Togo en retraite décédé est modifié de la façon suivante :

(Nouveau) Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins ci-dessous dénommés seront versés entre les mains de leurs tutrices respectives à savoir :

— pour Mme veuve Folikoue (Confort)

Akoussiwa (née Minyazozo)

l'enfant Dominique, né le 4 août 1965

l'enfant Benjamin, né le 17 septembre 1967

— pour Mme Folikoue Foli Ekpé (Pierre)

l'enfant Philippe, né le 30 avril 1956

l'enfant Maire, née le 21 novembre 1960.

Le présent arrêté a effet à compter du 1er novembre 1976.

Arrêté n° 313-MFE-CR du 27-9-77 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme Veuve Kini Ablavi (Séverine), née Bandeira) épouse de M. Kini Comlanvi (André), contremaître de 1re classe 2e échelon des chemins de fer du Togo (indice 800), pourcentage 57 %) en retraite décédé le 16 février 1977, une pension de veuve au taux annuel de cent quarante neuf mille quatre (149.004) francs pour compter du 1er mars 1977.

Il est également alloué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo une pension d'orphelin fixée à vingt neuf mille huit cents (29.800) francs l'an pour compter du 1er mars 1977 à chacun des orphelins dénommés ci-après :

Lucas, né le 28 octobre 1960

Emmanuel, né en 1963.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les pensions d'orphelin accordées ci-dessus seront versées entre les mains de M. Kini Akouété (Cosme), tuteur des orphelins du de cujus.

### Rectificatif

RECTIFICATIF du 16-9-77 à l'arrêté n° 188-MFEP-CR du 24 juillet 1971 portant concession d'une pension de veuve et d'orphelin.

### Au lieu de :

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les pensions d'orphelin accordées ci-dessus seront versées entre les mains de M. Ocloo Kossi (Valentin), administrateur des biens et tuteur des orphelins du de cujus.

### Lire :

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les pensions d'orphelin accordées ci-dessus seront versées entre les mains de Mme veuve Ocloo Bubumé Kayi (née Gayibor), chargée de la tutelle des orphelins du de cujus.

Le reste sans changement.

# MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

## Admissions

Décision n° 356/MENRS du 22-9-77 — Sont déclarés définitivement admis aux concours de recrutement à l'école normale supérieure d'Atakpamé (sections ENS et ENI) à la session du 1er août 1977 les candidats des deux sexes dont les noms suivent, classés par ordre de mérite :

### I — SECTION E.N.S. : Lettres

#### a) — Option : histoire-géographie

Sorsy Kossi Homenyo (F)	Koudéka Komi Mensah (F)
Mawusi Komlan (F)	Locoh Adamagan Kangni
Lassey Séwa Sénam	Badidiga M'Gantéga Dissou
Zidah K. Mwana L. (F)	gouma (F)
Balle Tchodiè Taassondi	Amouzou Koffi
Coudakpo K. Ekoué Dodji	Tchegnon Bessan Godongo
Makou Kossi Nadjombé (F)	Pikeli P. Maféyirou
Vondoly Kossi (F)	Pakaye M. Palanérina
Anthony Dovi (F)	Akakpo Dalakena
Kola Kimilo (F)	Kountouti Lendi Gouma
Agbo Oniakitan	Tossou Anoumou
Sokoye Patoki	Hevi Komlan Enyonom
Tossou Ayikoué N'denti	Agbada Kodjo Eboé Amévo
Koutodzo Kodjo Todji (F)	Dogbe Alonyo K. Elom (F)
Lassey Edoé Edem	Kabate Ounité Douligna
Mossi Foli	Malourou Azimar
Kpabla Akou Djigbodi	Tiadema Baoulam

#### b) — Option : anglais

Klati Komlanvi (F)	Konu Kodzo Djidzoghé
Miheyé Kodjovi S	Mine G. Kodzo
Ahoulouma Essodina	Dagadzi Kossi Mensa Agbéko
Adri Yawo Atsu	Obuo Kudjo Ekpong
Lawson M. Ananissoh (F)	Ameganvi Dodzi Délali
Vedomey Kodjo (F)	Sognovi Atadégnon (F)
Aye Sowah Koffi	Tohonou Adjoa Goussivi
Hayibor Yawo Mawutor	Messan Eklou Biova
Abotsi Koffi (F)	Agbossou Komlan Goudabla
Oklou Amévi Délali	Badohoun Kouami
Agbodan Etéh Messan	Aholou Kokou Adjewoda
Houetro Edjo Dodji-Ko	Alotsi Yao Akati (F)
Abevi Yao Akpedje	Dangbule Kossi Mensah
Foli Tèvi Houma Ekué	Azouma Yao Vinyo

### II SECTION E.N.S. : SCIENCES

#### a) — Option : biologie

Adogli Ayawovi Edem Kafui Kludje	Konou kodjo
Wilson-Bahun Adjélé	Goudjo Yawo Gbèdey
Sossavi Koffi Avitokou	Djaligma Kondi Oukpan
Ametonou Koffi Vinyo	Kpandaya B. Essokiya
Mangazie Yao	Yedena Kontogma
Lambony Lenga Dantare	Kloloé Kossi Akpadzi

Gnanlaba Eyontèkèdi Bally	Koussow Makoumalog-Beh
Kodjo Ayedji	Degbe Komlan Palomé
Sossavi Koffi	Tchazinson Anago
Laoukpezi Polomondome	Kodo Mandé
Djanguenane Yendoupack	Kombaté Gnanlé
Batakoa Hambora	

#### b) — Option : physique-chimie

Telou Komi Bougondéou	Bah-Traore Salami
Ngnonene K. Wobube M.	Sewonou Yao Senyo
Agbokou K. Dziwodona	Gbati Kpapo
Akpaki Kokou Koba	Kpatcha Tchondo
Soka Yaodè	Wake Kossi
Agbezudo Koku Folly	Degan Kodjo Séwonou
Kenkou Kossi Domélo	Tchakpala Padateng
Lawson Latévi Djeky	

### III — SECTION E.N.I.

#### a) — Garçons

Atoguina B. Bassaga	Barrigah Tètè Agbémon
Woglo Yawo Atandzi	Kabonou Atsoa
Degboevi K. Bfewussi (F)	Assiobo N. Kodjovi (F)
Degbe Amah Koffi (F)	Tantiba Yao M'Hogouni
Dhogomoro K. Wluidi	Batchoudi Kpolokpolo
Segbenou Koumkpè	Fandoumi Kossi
Djabawui Kossi Baém	Agbedanou F. K. Sétsoafia
Ete Tèvi (F)	Bagnah Kpalou
Pagaba M. Mandoyou	Kamassan Midodji
Avoudikpon A. Adzéoda	Kloudja Komlan Agbéko
Awumey K. Edzinyefanto	Yokou Komlan Ougoubida
Vignikin Sékloamedé	Abalo Kokou Woditè
Gaffan Amegnona	Tchabode B. O. (F)
Ezi D. Assogbavi Vidète	Edoh N'Bouéké Amévi (F)
Agbovon Kpongbe Kokou	Tchalla Kpondji
Akpatcha V. K. Mawuko	Babatom Héya
Batawila Komi Bagérérem	Tidjani Mashoudi

#### b) — Filles

Kwadzo M. A. Mawunyo	Meledji A. Essi Lima
Klu Abra Kafui	Ekpao Adjoa
Mekoun Afiwa Séna	Amegan A. A. Akossiwa
Essah Enyonom	Logotse A. Mawunèkpoè.

Durant la période de leur formation les élèves-professeurs de la section ENS et les élèves-instituteurs de la section ENI, bénéficieront d'une allocation mensuelle de (18.000 F) dix huit mille francs et de (12.000 F) douze mille francs.

Quant à ceux qui sont fonctionnaires (titularisés), ils conservent seulement le bénéfice de leurs traitements.

La présente décision prendra effet à compter de la date de la rentrée des intéressés.

Arrêté n° 58/MEN/DETD du 23-9-77 — Sont définitivement déclarés admis aux brevets d'études professionnelles — spécialités : comptable-mécanographe et sténo-dactylo-correspondancier (session de juin 1977) les candidats dont les noms suivent par ordre alphabétique :

#### B.E.P. — Comptable-mécanographe

Adiho G. Djigbodi Koffi	Mawuena Etoussé
Agbo Zinsou Akuété	Melagne Djobo (Paul)
Agoli-Agbo Jean-Magloire	Meledje (Gérard)
Aïssan Agbétra	Memel (Jules)
Alassan Abdoul Karim	Mensah Afiavi Kafoui
Alouya P.T. Essomanam	Mifetou Kokou Vo-Mawu
Amedonou Fo Koami O.	Oukpedjo Daya Alassani
Amekoudji Kouami Akoli D.	Oureya-Molla Djobo-Sèno
Amoussouga Komlanvi M.	Oureya-Molla Sôffa
Assi Kaudjhis Ilarion	Ouro-Sama N.S.F. Wadala
Assih T. Pignonzi	Padonou (Reine)
Assogbavi A. Kpakpo K.	Paniah Ama Edzodzinam
Atayi Ayité Ayikoué	Parbey Komlan Tido O.
Atte-Oudeyi Makassi	Placca Akouété
Awounou S. F. Ségla	Sani Kodjo Ayoh
Awuye Kwami	Tamakloe-Can K. Akoli E.
Azanledji Koffi Noulanyo	Toglo K.A. Adjoa
Aziabu E. D. Atifossé	Tonato Egnonnam
Bidola Sohoun Balakyèm	Tonougnon A. Zomblewou
Bomisso Kpôtro	Trenou Kokou Agossa
Boua Kouadio Brou Koffi	Vitodegni Hontonnou
Coulibaley Bony Merrah	Edorh Tossa Holonu
Coulibaly Soungalo	Egbewole Marthe Laurence
Dakitse-Benissan Goun	Egblomasse Afua Nadji
Dedi Naméné Raymond	Gadegbeku Edoh Ayaovi
Djanado Komlavi	Hegno Afomalley Kwassy
Edoh Akuété	Honga Kossi Demanya
Edorh Tonton Gbénadé	Houndjoe Kpoti Messan
Johnson Ansah Kweku	Yassi Dasserj
Koffi Akouavi	Yekple Afi Délali
Kouame Affala	Yeme Koffi
Kponor Gbédévi M. Mawuli	Yomeda Ayawovi Délali
Kpotogbey Kossi Tété	Yerima Séro Denis
Lakoussan Messan Folly	Yovo Yao Mawuli
Maman Titilayo Abébi	Zuglo Yaovi Segbaya
Mathia Apoté Hora	

#### B. E. P. — Sténo-Dactylo-Correspondancier

Adjogan Kodjo M'vé	Hoffer Mawussi Ayaba
Adoté Adovi Gamélé	Houmey Métiéton Fafa
Agbagla Adjoavi Mèvi	Houndjago K. Amétowoyona
Atitsogbe K. Agbekonou	Kemavor A.X. Enyonam
Attoh-Mensah A.D. Vikpossi	Ketevi Kodjo Vifin
Awudza Mawulawoè A.	Kouyokounora Laklaba
Blagoeé Senyuidzowo A.	Kpakpo Adoukoué Dotom
Djata Abalo Kokouvi	Kuwonu Akuavi Akpéné
Folligan Ayélévi	Wilson S. A. Agnoko.
Gbadamassi Kossi Emiola	

### MINISTÈRE DE LA JEUNESSE, DE LA CULTURE ET DES SPORTS

#### Admission

Arrêté n° 10-MJSC-Cab. du 12/8/77 — Sont déclarés définitivement admis par ordre de mérite aux concours de recrutement des élèves-professeurs d'éducation physique et sportive — session d'août 1977 — les cinq candidats dont les noms suivent :

Dorcis-Akpaglo Amévigan	Yevou Soklo
Kuegah-Tedjoh Edoh	Soukoulou Kanfitine.
Amegan-Ayamenou K. M.	

Sont déclarés définitivement admis par ordre de mérite aux concours de recrutement des élèves-maîtres d'éducation Physique et sportive — session d'août 1977 — les vingt quatre candidats dont les noms suivent :

Ayité Dansou	Adolehoumé Agboka
Kpante Bawa	Aziato Kodjo Atsou
Yabi Kodjo	Mafo-Ntamte Kamana
Lawson Akuélé Ayéléte	Apedoh K. Agbéko
Senaya Kokou	Attiogbé Efoé
Warga Sontoua	Miheaye Komla Gbati
Djobo Issifou	Djondo Kossivi
Maya Koffi	Odoumfo Obidiaba Kwamé
Darko Sandadé	Akakpo Affo Agbomédji
Loko Djamba	Dossou Amouzou Yaovi
Assenka Koffi	Amegounou Foli
Deku Dzéké Atsu	Gnandj Napo.

Sont déclarés définitivement admis par ordre de mérite aux concours de recrutement des élèves-conseillers de jeunesse et d'animation — session d'août 1977 — les trois candidats dont les noms suivent :

Lassey Dossy	Akakpo Kossi Amouzou.
Folly-Notsron Messan	

Sont déclarés définitivement admis par ordre de mérite aux concours de recrutement des élèves-instituteurs de jeunesse et d'animation — session d'août 1977 — les dix neuf candidats dont les noms suivent :

Agbonkou Komla	Gbetanou Kodjo
Kalipe Mawukoégnéfi	Tablissi Baètrm
Yentchabre Kpéna	Flevi Komlan
Dogbla Kokou Maglo	Ghaum-Bauda Tchaa
Koudjodji Koami	Goeh-Akue Adoudé
Anthony K. Abalo	Nabedé Kagnayo
Kossi Midodji	Gbadji Yawo Sefé
Fumey Koffi D. Aménonpé	Ouadja Kossi
Bassonna Kodjo	Mathe Mama Manou.
Aguigah Novissi	



